

Art. 105. In artikel 74, 2., van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden „, en, in voorkomend geval, aan de bevoegde adviescommissie,“ worden ingevoegd tussen de woorden „diensten van de Regering“ en de woorden „bij de“;
2. de woorden „van creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomsten en“ worden ingevoegd tussen de woorden „samenstelling en evaluatie“ en de woorden „van de programmacontracten“.

Art. 106. In artikel 76 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden „ een creatieovereenkomst, een dienstenovereenkomst, een verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen het woord „met“ en de woorden „van een programmacontract“;
2. in § 2, eerste lid, worden de woorden „een creatieovereenkomst, een dienstenovereenkomst, een verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen het woord „met“ en de woorden „van een programmacontract“;
3. in § 3, eerste lid, worden de woorden „de creatieovereenkomst, dienstenovereenkomst, verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen de woorden „de subsidie en“ en de woorden „het programmacontract“;
4. in § 4, eerste lid, worden de woorden „de creatieovereenkomst, dienstenovereenkomst, verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen de woorden „de toelage en“ en de woorden „het programmacontract.“

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 107. De financiële hulp die is toegekend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, blijft vallen onder de toepasselijke regels op de dag van zijn toekenning.

Art. 108. De operatoren die de toekenning of hernieuwing van een creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomst of programmaovereenkomst met inwerkingtreding op 1 januari 2024 willen aanvragen, moeten hun aanvraag ten laatste op 28 november 2022 indienen.

In afwijking van artikelen 57, § 1, tweede lid, 61/3, § 1, tweede lid, en 61/10, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, zoals gewijzigd door dit decreet, kunnen de operatoren die tussen 1 januari 2018 en 31 december 2023 ononderbroken meerjarensteun voor het project hebben genoten, onmiddellijk een creatie-, diensten- of verspreidingsovereenkomst met een termijn van vijf jaar aanvragen.

In afwijking van artikel 64, derde lid, van voormeld decreet, zoals gewijzigd door dit decreet, zijn de operatoren die de hernieuwing aanvragen van hun programmaovereenkomst met inwerkingtreding op 1 januari 2024 vrijgesteld van een zelfevaluatie alvorens ze hun aanvraag indienen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op „Wallonie-Bruxelles Enseignement“,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet, nr. 423-1. – Commissie-amendementen, nr. 423-2 - Commissieverslag, nr. 423-3 – Tijdens de commissie aangenomen tekst, nr. 423-4 - Vergaderingsamendement(en), nr. 423-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 423-6

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21121]

20 JUILLET 2022. — Décret relatif au parcours d'enseignement qualifiant

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant, technique et artistique de qualification, et professionnel, de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé de formes 3 et 4, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Dans le présent décret, il faut entendre par:

1. « Acquis d'apprentissage »: ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences, au sens de la recommandation du Conseil du 22 mai 2017 concernant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et annulant la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;

2. « Enseignement secondaire qualifiant »: l'enseignement comprenant les sections et filières visées à l'article 4, § 1^{er};
3. « Épreuve de qualification »: épreuve destinée à mesurer la capacité de l'élève à mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes qui lui permettent d'accomplir un certain nombre de tâches en rapport avec une activité professionnelle. Pour les options de base groupées liées avec des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ), la validation d'une ou plusieurs unités d'acquis d'apprentissage est assimilée à une épreuve de qualification. Pour les options de base groupées qui ne sont pas liées aux profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ), la validation d'un ensemble cohérent de compétences du schéma de passation, fixé par le pouvoir organisateur, est assimilée à une épreuve de qualification;
4. « Parcours d'enseignement qualifiant » (PEQ): le dispositif visé à l'article 4;
5. « Profil de certification »: le document défini à l'article 1.3.1-1, 47°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;
6. remédiation immédiate: remédiation ayant pour but d'apporter une aide immédiate aux difficultés que rencontre l'élève en vue d'acquérir les savoirs et compétences visés, entièrement intégrée à la séquence d'enseignement/apprentissage. Il s'agit de toute activité qui permet à l'élève de remédier à ses difficultés;
7. remédiation différée: remédiation ayant pour but d'apporter une aide, à des moments distincts, aux difficultés que rencontre l'élève en vue d'acquérir les savoirs et compétences visés, organisée hors du cheminement de la séquence d'enseignement/apprentissage. Il s'agit de toute activité qui permet à l'élève de remédier à ses difficultés. Idéalement, les apprentissages qui posent problème sont appréhendés de manière différente, en utilisant d'autres méthodes, d'autres moyens, d'autres procédés que ceux déjà mis en place;
8. « Profil de formation CCPQ »: le document de référence élaboré antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas encore été défini.;
9. « Unités d'acquis d'apprentissage »: des ensembles cohérents d'acquis d'apprentissage susceptibles d'être évalués et d'être validés. Ces unités d'acquis d'apprentissage sont définies dans le profil de formation établi par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) et dans le profil de certification approuvé par le Gouvernement;
10. « Unités de qualification »: désignent d'une part, les ensembles des unités d'acquis d'apprentissage susceptibles d'être évalués et d'être validés, qui sont définis dans le profil de formation établi par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) et dans un profil de certification approuvé par le Gouvernement, pour les options de base groupées qui se réfèrent à un ou plusieurs profils de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) et d'autre part, les ensembles cohérents de compétences (CM) susceptibles d'être évalués et d'être validés, qui sont définis par le Pouvoir organisateur dans le schéma de passation pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas été défini et qui se réfèrent à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ);
11. « Schéma de passation »: des ensembles cohérents de compétences (CM) susceptibles d'être évaluées et d'être validées. Ce schéma de passation est défini par le pouvoir organisateur, pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas encore été défini et qui se réfèrent à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications.

Art. 3. Dans le présent décret, l'emploi des noms masculins pour les titres et fonctions est épïcène, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

TITRE II. — DU PARCOURS D'ENSEIGNEMENT QUALIFIANT (PEQ)

CHAPITRE 1^{er}. — Structure générale du parcours d'enseignement qualifiant

Art. 4. § 1^{er}. Il est institué un parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) au niveau des 2^e et 3^e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant comprenant:

1. l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance;
2. les formations de l'enseignement secondaire en alternance visées à l'article 2*bis*, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance;
3. les formations à un métier de la troisième phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, visées à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 5, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Le parcours d'enseignement qualifiant consiste en la mise en œuvre d'une formation qualifiante en 4^e, 5^e et 6^e années ou suivant le parcours des formations spécifiques de l'enseignement secondaire en alternance et de l'enseignement spécialisé de forme 3. Cette formation comporte une partie qualifiante et une partie commune. Ce parcours peut comprendre une 7^e année, à l'issue de laquelle un certificat de qualification peut être délivré.

A l'issue du parcours d'enseignement qualifiant, l'élève peut se voir octroyer les certifications telles que définies aux articles 24, 25 et 26 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 10 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance et/ou à l'article 57, 4°, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 2. La 4^e année de l'enseignement secondaire reprise dans le parcours d'enseignement qualifiant est une année permettant à l'élève de valider une ou plusieurs unités(s) de qualification.

Elle permet aussi à l'élève de s'orienter au sein de l'enseignement qualifiant. Pour ce faire, idéalement et lorsque l'option de base groupée et/ou le profil de formation le permettent, l'école organise les apprentissages en vue de donner aux élèves une vision globale du groupe d'activités dans lequel s'inscrit l'option de base groupée.

Pour les options de base groupées à l'issue desquelles aucun certificat de qualification n'est délivré, l'élève n'est pas soumis à la validation d'une ou plusieurs unités de qualification.

Au cours ou à l'issue de la quatrième année, les parents ou l'élève majeur confirment le choix d'option de base groupée ou, le cas échéant, décident de modifier ce choix conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 3. Les 5e et 6e années, ou la 7e année permettent à l'élève de poursuivre le parcours d'enseignement qualifiant. Au cours de ces années, l'élève valide les unités de qualification lui permettant d'obtenir un certificat de qualification. Tel n'est toutefois pas le cas pour les options de base groupées visées à l'article 26, § 5, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Pour les options de base groupées à l'issue desquelles aucun certificat de qualification n'est délivré, l'élève n'est pas soumis à la validation d'unités de qualification.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les profils peuvent être mis en œuvre en 4e, 5e, et 6e années ou uniquement en 5e et 6e années ou uniquement en 6e année de l'enseignement secondaire.

Art. 5. Le parcours d'enseignement qualifiant organise la validation des unités de qualification au moyen d'épreuves de qualification pour l'ensemble des options de base groupées organisées dans l'enseignement secondaire qualifiant, à l'exception des options de base groupées à l'issue desquelles aucun certificat de qualification n'est délivré.

CHAPITRE 2. — Du rythme de l'élève dans le parcours dans l'enseignement qualifiant

Section 1^{re}. — De l'organisation du parcours d'enseignement qualifiant

Art. 6. L'élève effectue son parcours scolaire de manière continue entre la 4e et la 6e année, et, le cas échéant, en 7e année.

La remédiation et l'évaluation formative permettent à chaque élève de progresser à son rythme dans l'appropriation des savoirs et compétences visés dans la formation générale et dans la formation qualifiante.

Art. 7. § 1^{er}. Dans le parcours d'enseignement qualifiant, l'apprentissage au métier est structuré en unités de qualification.

Pour les options de base groupées qui se réfèrent à un ou plusieurs profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ), les unités de qualification correspondent aux unités d'acquis d'apprentissage qui sont déterminées dans le profil de formation (SFMQ) et dans le profil de certification. Au moins une épreuve de qualification est organisée en 4e année.

Pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas été défini et qui se réfèrent à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ), les unités de qualification sont déterminées dans le schéma de passation fixé par le pouvoir organisateur. Au moins une épreuve de qualification est organisée en 4e année.

Pour les options de base groupées à l'issue desquelles aucun certificat de qualification n'est délivré, l'apprentissage n'est pas structuré en unités de qualification. En 4e année, aucune épreuve de qualification ne doit être organisée, l'élève étant évalué dans chaque discipline de l'option de base groupée.

§ 2. Au terme de chaque unité de qualification, il est organisé une épreuve de qualification.

Des épreuves de qualification sont organisées en 4e, 5e, 6e et 7e années. En 4e année, aucune épreuve de qualification ne peut être organisée avant les vacances d'hiver (de Noël).

L'élève qui valide toutes les unités de qualification afférentes à une option de base groupée et réalise les périodes de stage lorsque celui-ci est rendu obligatoire, conformément à l'article 7bis, § 3, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, obtient un ou plusieurs certificats de qualification.

Pour les options de base groupées disposant d'un profil de certification, l'élève qui a validé une unité d'acquis d'apprentissage se voit également délivrer une attestation de validation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, pour les options de base groupées à l'issue desquelles aucun certificat de qualification n'est délivré, l'apprentissage n'est pas structuré en unités de qualification.

Section 2. — Du dossier d'apprentissage de l'élève

Art. 8. § 1^{er}. Un dossier d'apprentissage accompagne l'élève dans sa démarche apprenante durant son parcours d'enseignement qualifiant. Ce dossier est expliqué et communiqué par l'école à l'élève en début de la 4e année ou en début de la 5e année, lorsque le conseil d'admission émet un avis favorable et permet à l'élève de commencer sa formation en 5e année.

Ce dossier:

1. énonce les objectifs de la formation commune et de la formation qualifiante;

2. énonce, lorsque le profil de formation le précise:

a) la grappe de métiers telle que définie à l'article 1^{er}, 3^o, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « SFMQ »;

b) une présentation du métier;

c) les conditions pratiques dans lesquelles il s'exerce;

1. reprend les unités de qualification, et définit les modalités et la périodicité des épreuves de qualification;

2. le cas échéant, intègre le programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) visé à l'article 11, §§ 1^{er} et 3.

§ 2. Le dossier d'apprentissage est alimenté exclusivement par l'élève tout au long du parcours d'enseignement qualifiant dans une option de base groupée.

Le dossier d'apprentissage sert de support à l'élève dans ses échanges avec l'équipe éducative.

En cas de changement d'option de base groupée, un nouveau dossier d'apprentissage est communiqué à l'élève.

En cas de changement d'école et s'il fréquente la même option de base groupée, l'élève peut continuer à utiliser son dossier d'apprentissage dans l'école dans laquelle il est inscrit.

Dans l'enseignement spécialisé de la phase 3 de la forme 3, le plan individualisé d'apprentissage tient lieu de dossier d'apprentissage.

§ 3. Au début de la 7e année, l'école communique un nouveau dossier d'apprentissage à l'élève qui poursuit sa scolarité en vue d'obtenir un certificat de qualification supplémentaire.

Ce document reprend, mutatis mutandis, les éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

§ 4. Le Gouvernement définit le modèle du dossier d'apprentissage.

Section 3. — De la remédiation

Art. 9. Les écoles organisent de la remédiation au bénéfice des élèves.

Celle-ci consiste en une remédiation immédiate et/ou une remédiation différée. La remédiation porte tant sur la formation commune que sur la formation qualifiante.

Au sein de chaque école, L'équipe éducative se concerta sur les modalités et les moments réservés aux remédiations. Ces moments sont soumis à l'avis des organes locaux de concertation sociale.

Section 4. — De la sanction des études

Art. 10. § 1^{er}. Au sein du parcours d'enseignement qualifiant, la sanction des études est organisée de la manière suivante:

1. en 4^e année: par année scolaire;
2. en 5^e et 6^e années: par degré.
3. en 7^e année: par année scolaire

§ 2. Le jury de qualification fonde sa décision sur l'ensemble des informations recueillies en regard du niveau de maîtrise attendu dans chacune des unités de qualification, conformément à l'article 21 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Lorsque l'élève ne valide pas une unité de qualification, celle-ci peut être réévaluée ultérieurement par le jury de qualification dans le cadre d'épreuves de qualifications portant sur d'autres unités de qualification.

Une épreuve de qualification groupée peut être organisée pour valider plusieurs unités de qualification. Toutes les unités de qualification ne peuvent pas être regroupées dans une unique épreuve de qualification.

Art. 11. § 1^{er}. Au terme de la 4^e année de l'enseignement technique et professionnel de qualification, le Conseil de classe peut décider de maintenir un élève qui rencontre des grandes difficultés, pour la formation commune et l'option de base groupée. Le Conseil de classe délivre une attestation d'orientation C conformément à l'article 23, § 2, 3^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. Dans cette hypothèse, l'élève est tenu:

1. soit d'effectuer une 4^e année complémentaire dans la même option de base groupée;
2. soit de recommencer sa 4^e année dans une autre option de base groupée;
3. soit d'effectuer une 4^e année dans une autre filière en tenant compte de l'attestation d'orientation obtenue antérieurement en 3^e année de l'enseignement secondaire.

Le Conseil de classe peut également décider d'octroyer une attestation d'orientation B conformément à l'article 23, § 2, 2^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. Dans cette hypothèse, l'élève est tenu:

1. soit d'effectuer une 4^e année complémentaire dans la même option de base groupée;
2. soit de recommencer sa 4^e année dans une autre option de base groupée;
3. soit d'effectuer une 4^e année dans une autre filière en tenant compte de l'attestation d'orientation obtenue antérieurement en 3^e année de l'enseignement secondaire;
4. soit d'être admis en 5^e année dans une autre option de base groupée, moyennant le respect des conditions émises par le Conseil de classe et l'avis favorable du conseil d'admission.

La mise en place d'une 4^e année complémentaire visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, et à l'alinéa 2, 1^o, est conditionnée par la mise en place d'un programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA). Chaque école est tenue d'organiser la 4^e année complémentaire. Le Conseil de classe établit pour l'élève concerné un programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) qui peut notamment comprendre:

1. une adaptation de la grille-horaire de l'élève en fonction de ses besoins;
2. des heures et/ou des périodes de stages, et/ou des heures de pratique professionnelles supplémentaires;
3. des heures de remédiation dans les cours de la formation commune.

Les programmes spécifiques de soutien aux apprentissages (PSSA) des élèves qui effectuent une année complémentaire sont tenus à la disposition du Service général de l'Inspection visé à l'article 3 du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection.

Au terme de la 4^e année complémentaire, l'élève régulier peut se voir délivrer par le Conseil de classe, une attestation d'orientation A, B ou C, conformément à l'article 23, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 2. Entre la 5^e et la 6^e année, le parcours de l'élève s'organise sous la forme d'un continuum pédagogique au sein duquel l'élève a deux ans minimum pour acquérir les savoirs et compétences de la formation générale et de la formation qualifiante. En fin de 5^e année, l'élève régulier passe automatiquement en 6^e année.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut introduire une demande de dérogation auprès des services du Gouvernement pour permettre à l'élève de recommencer une 5^e année dans les hypothèses suivantes:

1. en cas d'échec total de l'élève: s'il n'a validé aucune unité de qualification sur l'ensemble des épreuves de qualification organisées sur la 4^e et la 5^e année et s'il n'a validé aucun savoir et compétence de la formation générale;
2. en cas d'absence motivée de longue durée.

§ 3. A l'issue du parcours d'enseignement qualifiant, l'élève peut se voir octroyer une ou plusieurs des certifications visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3.

A l'issue du parcours d'enseignement qualifiant, l'élève qui n'a pas obtenu une ou plusieurs des certifications visées à l'alinéa 1^{er} n'est pas autorisé à recommencer son année. Le Conseil de classe admet d'office l'élève concerné dans un dispositif de fin de parcours complémentaire.

Le Conseil de classe établit pour l'élève concerné un programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) pour lui permettre, en fonction de la certification qu'il vise, d'atteindre la maîtrise des compétences de la formation commune visée à l'article 35, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et/ou des compétences de la formation qualifiantes visées dans les unités de qualification.

Chaque école concernée est tenue d'organiser ce dispositif de fin de parcours complémentaire; elle peut conclure à cet effet une convention avec une autre école aisément accessible.

L'école dans laquelle l'élève est inscrit fixe la durée prévue de sa fréquentation dans le dispositif de fin de parcours complémentaire. Celui-ci doit être le plus court possible pour permettre à l'élève d'être certifié rapidement et à n'importe quel moment de l'année. L'école peut en ajuster la durée en cours d'année selon les nécessités. La grille-horaire de l'élève comporte entre 20 à 36 périodes par semaine.

Un élève ne peut pas bénéficier du dispositif de fin de parcours complémentaire durant deux années scolaires consécutives. Toutefois, en cas d'absence motivée de longue durée, le pouvoir organisateur peut introduire une demande de dérogation auprès des services du Gouvernement pour permettre à l'élève de recommencer le dispositif de fin de parcours complémentaire.

Dans le cadre de l'obtention du certificat de qualification, le programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) doit comprendre obligatoirement un stage en entreprise. Le programme spécifique de soutien aux apprentissages peut également comprendre:

1. des cours et activités de cinquième, de sixième et/ou de septième année;
2. des cours et activités de formation suivis dans un Centre d'éducation et de formation en alternance (CEFA) et en entreprise;
3. des activités spécifiques de remédiation organisées dans l'école;
4. des formations dans un Centre de Technologies avancées;
5. des formations dans un Centre de Compétence, dans le cadre de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de compétence;
6. des formations dans un Centre de Référence dans le cadre de l'accord de coopération du 22 juin 2016 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle.

L'élève qui n'a pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur au terme de la sixième année de l'enseignement technique de qualification ou bien qui n'a pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel peut être inscrit dans le dispositif de fin de parcours complémentaire.

Les programmes spécifiques de soutien aux apprentissages des élèves inscrits dans le dispositif de fin de parcours complémentaire sont tenus à la disposition du service général de l'inspection visé à l'article 3 du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection.

Art. 12. La certification dans le parcours d'enseignement qualifiant ne peut être organisée que pour les options de base groupées et les formations pour lesquelles un profil de certification a été défini conformément à l'article 1.4.3-2. §§ 3 et 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas été défini et qui se réfèrent à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ).

TITRE III. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 13. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

- a) il est inséré un 6^obis rédigé comme suit:
« 6^{bis}° « Unités de qualification »: les unités qui sont définies à l'article 2, 11° du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) »;
- b) le 7° est abrogé;
- c) il est inséré un 7^{bis}° rédigé comme suit:
« 7^{bis}° « Parcours d'enseignement qualifiant » (PEQ): le parcours défini à l'article 2, 5° du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); »;
- d) le 8° est remplacé par ce qui suit:
« 8° « Profil de certification »: le profil défini à l'article 2,6°, du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); »;
- e) le 10° est abrogé;
- f) il est inséré un 10^{bis}° rédigé comme suit:
« 10^{bis}° « élève régulier »: dans le parcours d'enseignement qualifiant, désigne l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit dans une orientation d'études déterminée et en suit effectivement et assidûment les cours et activités dans le but d'obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage, des unités de qualification et la certification prévue au terme du degré; »;
- g) dans le 11°, les mots « , 10^{bis}° » sont insérés entre les mots « 10° » et les mots « ou 11 bis »;
- h) dans le 11°, le numéro « 10° » est abrogé.
- i) le 16° est remplacé par ce qui suit:
« 16° « Jury de qualification » désigne le Jury, dont les compétences et le fonctionnement sont définis à l'article 21^{ter}, chargé de délivrer le certificat de qualification.
Il est également chargé de valider les unités de qualification dans le parcours d'enseignement qualifiant.

Il est également chargé de valider les unités d'acquis d'apprentissage, dans le régime de la CPU; »;

j) le 17° est abrogé;

k) il est inséré un 17bis° rédigé comme suit:

« 17bis° « Dossier d'apprentissage » désigne le dossier visé par l'article 8 du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); »

l) les 18° à 20° sont abrogés;

m) il est inséré un 20bis° rédigé comme suit:

« 20bis° « Programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) » désigne le programme visé à l'article 11 du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). »;

n) au 22°, les mots « décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques. » sont remplacés par les mots « décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection 10 janvier 2019 ».

Art. 14. Dans l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a. au 4°, les mots « conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1.4.3-2, § 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire »;

b. au 5°, les mots « conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1.4.3-2, § 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire »;

c. le 7° est abrogé;

d. il est créé un point 9° rédigé comme suit:

« 9° dans le parcours d'enseignement qualifiant, une quatrième année complémentaire pour les élèves auxquels le Conseil de classe a délivré une attestation d'orientation C ou une attestation d'orientation B conformément à l'article 23, § 2, 2° et 3°, au terme de la quatrième année du parcours d'enseignement qualifiant.

Cette quatrième année complémentaire est conditionnée par la mise en place d'un programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) établi par le Conseil de classe conformément à l'article 2, 20bis°. »

e. il est créé un 10° rédigé comme suit:

« 10° dans le parcours d'enseignement qualifiant, un dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification conformément à l'article 11, § 3, du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). ».

Art. 15. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 13bis rédigé comme suit:

« Article 13bis Dans le parcours d'enseignement qualifiant, peuvent être admis comme élèves réguliers en quatrième année complémentaire, les élèves pour lesquels le Conseil de classe a délivré une attestation d'orientation B ou une attestation d'orientation C, conformément à l'article 23, § 2, 2° et 3°, au terme de la quatrième année du parcours d'enseignement qualifiant.

Cette quatrième année complémentaire est conditionnée par la mise en place d'un programme spécifique de soutien aux apprentissages (PSSA) établi par le Conseil de classe conformément à l'article 2, 20bis°. ».

Art. 16. Dans l'article 15 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 1°, les mots « de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, » sont remplacés par les mots « de l'enseignement secondaire, général, technique de transition ou artistique de transition, »;

b) il est inséré un 1bis° rédigé comme suit:

« 1bis° dans le parcours d'enseignement qualifiant, peuvent être admis comme élèves réguliers en cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire technique de qualification ou artistique de qualification:

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire dans la même orientation d'études;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement général, technique ou artistique, dans une autre orientation d'études;

c) les élèves réguliers titulaires de l'attestation d'orientation A, visée à l'article 23, § 2, 1°, obtenue au terme de la quatrième année complémentaire, dans la même orientation d'études;

d) les élèves réguliers titulaires de l'attestation d'orientation A, visée à l'article 23, § 2, 1°, obtenue au terme de la quatrième année complémentaire de l'enseignement technique de qualification, dans une autre orientation d'études;

e) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, enseignement général, technique ou artistique, délivré par le Jury de la Communauté française;

f) les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré - orientation générale délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 en application de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 1999 approuvant le dossier de référence de la section « certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré - orientation générale » classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 délivrant un certificat correspondant au certificat du deuxième degré délivré à l'issue de la quatrième année de l'enseignement secondaire de plein exercice;

g) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel;

h) les titulaires d'un Certificat d'enseignement secondaire supérieur. »;

c) l'article 15 est complété par un 3° rédigé comme suit:

« 3° Dans le parcours d'enseignement qualifiant, peuvent être admis comme élèves réguliers en cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel:

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire dans la même orientation d'études;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel dans une autre orientation d'études;

c) les élèves réguliers titulaires de l'attestation d'orientation A, visée à l'article 23, § 2, 1^o, obtenue au terme de la quatrième année complémentaire, dans la même orientation d'études;

d) les élèves réguliers titulaires de l'attestation d'orientation A, visée à l'article 23, § 2, 1^o, obtenue au terme de la quatrième année complémentaire de l'enseignement technique de qualification ou professionnel, dans une autre orientation d'études;

e) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur, enseignement professionnel, délivré par le jury d'Etat ou par les jurys de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone;

f) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire de plein exercice délivrée par un centre d'éducation et de formation en alternance après la fréquentation d'une année scolaire au moins dans l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2^o, et § 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance et les jugeant aptes à poursuivre leurs études en cinquième année de l'enseignement professionnel;

g) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit le deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel;

h) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du 2^{ème} degré, enseignement général, technique, artistique ou professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française;

i) les titulaires d'un Certificat d'enseignement secondaire supérieur;

j) les titulaires d'un Certificat d'études et d'un Certificat de qualification de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel. ».

Art. 17. Dans l'article 16, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 3^o est abrogé;

b) il est inséré un 3bis^o rédigé comme suit:

« 3bis^o dans le parcours d'enseignement qualifiant, dans l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification: les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même section et dans la même orientation d'études, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance; »;

c) dans le 5^o, les b) et d) sont abrogés;

d) le 5^o est complété par un e) et un f) rédigés comme suit:

« e) dans le parcours d'enseignement qualifiant, les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

f) dans le parcours d'enseignement qualifiant, les élèves réguliers qui ont suivi, dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance. ».

Art. 18. L'article 16bis est abrogé.

Art. 19. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 16ter rédigé comme suit:

« Article 16ter Dans le parcours d'enseignement qualifiant, sont admis dans le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de la section de qualification:

1. les élèves réguliers qui, au terme de la sixième année de l'enseignement technique de qualification, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2. les élèves réguliers qui, au terme de la sixième année de l'enseignement professionnel, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel;

3. les élèves réguliers qui, au terme de la septième année de l'enseignement technique de qualification, n'ont pas obtenu le certificat de qualification;

4. les élèves réguliers qui, au terme de la septième année de l'enseignement professionnel, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur ».

Art. 20. Dans l'article 17, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 1^o, le d) est abrogé;

b) le 1^o est complété par un e) rédigé comme suit:

« e) dans le parcours d'enseignement qualifiant, les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même section et la même orientation d'études, la cinquième et la sixième années de l'enseignement secondaire technique de plein exercice ou de l'enseignement secondaire technique en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance dans une option de base groupée dont le profil de certification prévoit qu'elle est organisée en trois ans. »;

c) dans le 2^o, le d) est abrogé;

d) le 2^o est complété par un e) rédigé comme suit:

« e) dans le parcours d'enseignement qualifiant, les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même orientation d'études, la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou de l'enseignement secondaire professionnel en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance dans une option de base groupée dont le profil de certification prévoit qu'elle est organisée en trois ans. ».

Art. 21. Dans l'article 18 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1. dans l'alinéa 2, les mots « formant l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « visées dans l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire »;

2. dans l'alinéa 3, les mots « figurant à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « visées dans l'annexe IV de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire ».

Art. 22. Dans l'article 19 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 5° du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

« 5° le choix d'une orientation d'études dans les cas visés à l'article 15, 2°, b) et d) et 3° e) et f) du présent arrêté. »;

b) il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit:

« § *2bis* Dans le parcours d'enseignement qualifiant, sont soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission et moyennant la mise en place d'un plan d'accompagnement spécifique:

1. à l'entrée en cinquième année de l'enseignement technique de qualification, les élèves réguliers qui répondent aux conditions d'admission prévues par l'article 15, *1bis*°, b) et d) à g);

2. à l'entrée en cinquième année de l'enseignement professionnel, les élèves réguliers qui répondent aux conditions d'admission prévues par l'article 15, 3°, b) et d) à g). ».

Art. 23. Dans l'article 21*bis*, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) l'alinéa 2 est abrogé;

b) il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit:

« Dans le parcours d'enseignement qualifiant, le Conseil de classe est également chargé de veiller à la mise à jour régulière du dossier d'apprentissage et d'établir le programme de soutien spécifique aux apprentissages visé à l'article 2, 20*bis*°. ».

Art. 24. Dans l'article 21*ter* du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. Le Jury de qualification visé à l'article 2, 16°, est chargé de délivrer le certificat de qualification.

Il est également chargé de valider les unités de qualification dans le parcours d'enseignement qualifiant.

Il est également chargé de valider les unités d'acquis d'apprentissage, dans le régime de la CPU.

La sanction des études visée à l'article 26, § 1^{er} et § 2, est de la compétence du Jury de qualification. »;

b) au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

c) au paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé;

d) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Dans le parcours d'enseignement qualifiant, le Jury de qualification peut déléguer la validation des unités de qualification aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages de l'unité de qualification concernée et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement. Toutefois, la délivrance du Certificat de qualification relève de la compétence du Jury de qualification. »;

e) au paragraphe 4, le 3° est abrogé;

f) au paragraphe 4, il est créé un *3bis*° rédigé comme suit:

« *3bis*° dans le parcours d'enseignement qualifiant, d'autres éléments contenus dans le dossier d'apprentissage visé à l'article 2, 17*bis*°. ».

Art. 25. Dans l'article 22 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) au paragraphe 1^{er}, le 4° est remplacé par ce qui suit:

« 4° la sixième année de l'enseignement général, technique de transition ou artistique de transition, la septième année visée à l'article 4, § 1^{er}, 5° (7PB) et 6° (7PC) si, ayant satisfait pour l'ensemble de la formation de l'année considérée, il est jugé capable de poursuivre ses études dans au moins un des enseignements supérieurs de plein exercice. »;

b) au paragraphe 1^{er}, les 5° et 6° sont abrogés;

c) le paragraphe 1^{er} est complété par un 7° et un 8° rédigés comme suit:

« 7° dans le parcours d'enseignement qualifiant, les cinquième et sixième années de l'enseignement technique de qualification, si, ayant satisfait à l'ensemble de la formation de ces deux années, il est jugé capable de poursuivre ses études dans au moins un des enseignements supérieurs de plein exercice.

8° dans le parcours d'enseignement qualifiant, les cinquième et sixième années de l'enseignement professionnel qu'il a suivies dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante ou la cinquième année de l'enseignement technique et la sixième année de l'enseignement professionnel qu'il a suivies dans une orientation d'études correspondante, s'il a satisfait à l'ensemble de la formation de ces deux années. ».

Art. 26. Dans l'article 23, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. Les troisième, quatrième, cinquième années d'études de l'enseignement secondaire sont sanctionnées par l'une des attestations d'orientation visée au paragraphe 2, à l'exception:

1. de la troisième année professionnelle visée à l'article 22, § 3;

2. de la cinquième année dans le parcours d'enseignement qualifiant;

3. des années d'études organisées dans le régime de la CPU.

L'élève non titulaire du Certificat d'études de base qui, au terme d'une troisième, s'est vu délivrer une attestation d'orientation A ou une attestation d'orientation B, visée au § 2, est réputé titulaire du Certificat d'Etudes de Base à l'issue de la troisième année.

Dans le parcours d'enseignement qualifiant, la quatrième année complémentaire est sanctionnée par les attestations d'orientation visées au paragraphe 2 et conformément à l'article 25, § 1^{er}.

Les sixièmes et septièmes années d'études de l'enseignement secondaire sont sanctionnées par l'attestation d'orientation visée au paragraphe 2, 3^o, ou conformément aux dispositions de l'article 24 et de l'article 25, § 2.

Dans le parcours d'enseignement qualifiant:

1. la cinquième année d'études de l'enseignement secondaire est sanctionnée par le dossier d'apprentissage visé à l'article 2, 17bis^o;

2. les sixièmes et septièmes années d'études de l'enseignement secondaire sont sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 24, § 1^{er}, § 2bis et § 3, de l'article 25, § 2, 2bis^o, ou par le dossier d'apprentissage visé à l'article 2, 17bis^o, accompagné d'une attestation d'orientation vers le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification.

Dans le parcours d'enseignement qualifiant, le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification est sanctionné par l'attestation d'orientation visée au paragraphe 2, 3^o, ou conformément aux dispositions de l'article 24, § 5, de l'article 25, § 4, de l'article 26, § 2, 4bis^o.

Dans le régime de la CPU:

1. la cinquième année d'études de l'enseignement secondaire est sanctionnée par le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18^o;

2. les sixièmes et septièmes années d'études de l'enseignement secondaire sont sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 24, § 1^{er}, § 2 et § 3, de l'article 25, § 2, 2^o, ou par le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18^o, accompagné d'une attestation d'orientation vers l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D).

Dans le régime de la CPU, par dérogation à l'alinéa 7, 2^o, lorsque l'option de base groupée est organisée sur trois ans, la sixième année d'études de l'enseignement secondaire est sanctionnée par le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18^o.

Dans le régime de la CPU, l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification est sanctionnée conformément aux dispositions de l'article 24, § 4, de l'article 25, § 3, de l'article 26, § 2, 4^o. »;

b) les alinéas 1^{er}, 3^o, et 7 à 9 sont abrogés.

Art. 27. Dans l'article 24 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 2 est abrogé;

b) il est inséré un paragraphe 2bis rédigé comme suit:

« § 2bis. Dans le parcours d'enseignement qualifiant, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (CE6P) est délivré aux élèves réguliers qui, ayant suivi une sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, ont satisfait à l'ensemble de la formation des cinquième et sixième années dans la même orientation d'études ou une orientation d'études correspondante. »;

c) le paragraphe 4 est abrogé;

d) l'article 24 est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:

« § 5. Dans le parcours d'enseignement qualifiant, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel visé au paragraphe 2bis est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers qui, se trouvant dans les conditions fixées respectivement à l'article 16ter, 2^o, ont suivi, en tout ou en partie, le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification. ».

Art. 28. Dans l'article 25 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) au paragraphe 2, le point 2^o est abrogé;

b) au paragraphe 2, il est créé un point 2bis^o rédigé comme suit:

« 2bis^o qui, dans le parcours d'enseignement qualifiant, ont suivi la cinquième et la sixième année de l'enseignement secondaire technique de qualification dans la même orientation d'études et ont satisfait à l'ensemble de la formation des cinquième et sixième années; »;

c) le paragraphe 3 est abrogé;

d) l'article 25 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

« § 4. Dans le parcours d'enseignement qualifiant:

1^o le certificat d'enseignement secondaire supérieur visé à l'article 25, § 2, 2bis^o, est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers, se trouvant dans les conditions fixées à l'article 16ter, 1^o qui ont suivi, en tout ou en partie le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification et qui ont satisfait aux conditions de l'article 22, § 1^{er}, 4;

2^o le certificat d'enseignement secondaire supérieur visé à l'article 25, § 2, 3^o, est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers, se trouvant dans les conditions fixées à l'article 16ter, 4^o, et qui ont suivi, en tout ou en partie l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification et qui ont satisfait aux conditions de l'article 22, § 1^{er}, 4^o. ».

Art. 29. Dans l'article 26 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) au paragraphe 2, le 4^o est abrogé;

b) au paragraphe 2, il est créé un 4bis^o rédigé comme suit:

« 4bis^o Dans le parcours d'enseignement qualifiant, le certificat de qualification de sixième ou de septième année visé au 1^o, 2^o ou 3^o est délivré, quel que soit le moment de l'année scolaire, aux élèves réguliers qui ont fréquenté le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification, dénommées ci-après les épreuves de qualification. »;

c) au paragraphe 2, le 5^o est abrogé;

d) au paragraphe 2, il est créé un 5bis° rédigé comme suit:

« 5bis° Dans le parcours d'enseignement qualifiant, les élèves peuvent se voir délivrer plusieurs certificats de qualification, si le profil de certification auquel se réfère leur option de base groupée a été construit en regroupant les unités d'acquis d'apprentissage de plusieurs profils de formation établis par le SFMQ et l'impose en application de l'article 39bis, § 1^{er}, 4°, du décret du 24 juillet 1997 précité. »;

e) au paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé;

f) au paragraphe 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3:

« Dans le parcours d'enseignement qualifiant, pour les options de base groupées qui font l'objet d'un profil de certification, la validation d'une unité d'acquis d'apprentissage telle que visée à l'article 2, 6°, est assimilée à une épreuve de qualification. ».

Art. 30. L'article 26bis du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit:

« Une attestation de compétences intermédiaires est délivrée à tout élève ayant au moins terminé une quatrième année d'études de l'enseignement professionnel ou technique, au moment où il quitte l'établissement.

L'attestation de compétences intermédiaires est rédigée en fonction des profils de certification visés à l'article 26, § 1^{er}, ou, à défaut, en fonction des profils de formation visés au même article, lorsque ceux-ci ont été définis. ».

Art. 31. Dans l'article 51, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) au 3°, les mots « une épreuve de qualification » sont remplacés par les mots « les épreuves de qualification »;

b) au 4°, les mots « une épreuve de qualification » sont remplacés par les mots « les épreuves de qualification »;

c) au 5°, les mots « une épreuve de qualification » sont remplacés par les mots « les épreuves de qualification ».

Art. 32. Dans l'article 58 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 4 est abrogé;

b) il est créé un paragraphe 4bis rédigé comme suit:

« § 4bis. Dans le parcours d'enseignement qualifiant, un élève régulier qui a suivi une cinquième année peut être autorisé à recommencer la cinquième année dans les cas et selon les conditions visées à l'article 11, § 2, alinéa 2, du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). »;

c) le paragraphe 5 est abrogé;

d) il est créé un paragraphe 5bis rédigé comme suit:

« § 5bis. Dans le parcours d'enseignement qualifiant, pour les options de bases groupées liées avec des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) et définies dans un profil de certification, le ministre ou son délégué peut, à la demande du directeur, dispenser les porteurs d'attestations de validation d'unités d'acquis d'apprentissage de certains cours et activités. ».

Art. 33. Dans l'article 61 du même arrêté royal, les mots « et du dossier d'apprentissage, » sont insérés entre les mots « du présent arrêté, » et les mots « à l'exception du rapport de compétences CPU ».

CHAPITRE 2. — Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance

Art. 34. Dans l'article 2bis du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. L'enseignement secondaire en alternance comprend:

1° un enseignement organisé conformément à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° un enseignement débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de certification visés à l'article 1.4.3-2, § 4, 3°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et assurant une formation générale et humaniste;

3° un enseignement organisé conformément à l'article 1.4.3-2, § 4, 4°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de certification visés à l'article 1.4.3-2, § 4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et assurant une formation générale et humaniste. »;

b) le paragraphe 1^{er}/1 est abrogé;

c) il est inséré un paragraphe 1^{er}/2 rédigé comme suit:

« § 1^{er}/2. Conformément à l'article 12 du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ), le Gouvernement définit les options de base groupées et les formations visées au paragraphe 1^{er} qui peuvent être organisées dans le parcours d'enseignement qualifiant (PEQ).

Le Gouvernement définit les modalités spécifiques du parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) pour les formations visées au paragraphe 1^{er}, 2° et 3°. »;

d) au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « visé à l'article 45 du même décret » sont remplacés par les mots « visé à l'article 1.4.3-2, § 4, 3°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 35. Dans l'article 9bis, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « visé à l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 précité » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1.4.3-2, § 4, 3°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 36. Dans l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont opérées:

a) le paragraphe 2/1 est abrogé;

b) il est inséré un paragraphe 2/2 rédigé comme suit:

« § 2/2. Pour le calcul des périodes-professeur, les élèves qui effectuent le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification visé à l'article 11, § 3, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) sont pris en compte à concurrence de 1,25 période par élève régulièrement inscrit au

1^{er} octobre. Ces périodes sont mobilisables dès le 1^{er} septembre et seront utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, pour l'encadrement de cours prévus à la grille-horaire des élèves et de la remédiation en vue de la délivrance visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). ».

Art. 37. A l'article 30 du même décret, les mots « conformément à l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1.4.3-2, § 4, 3^o, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 38. Dans le même décret, il est inséré un article 30/1 rédigé comme suit:

« Article 30/1. Dans les options de base groupées visées à l'article 51, § 1^{er}, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ), dans l'enseignement secondaire en alternance, un complément de périodes-professeurs est alloué aux écoles pour les élèves de chaque option de base groupée organisée avant le 29 août 2022 dans le cadre de l'enseignement expérimental visé à l'article 1^{er} du décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales.

Ces périodes seront utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, pour organiser des activités de remédiation au bénéfice des élèves, ainsi que le dispositif de fin de parcours complémentaire visée à l'article 11, § 3, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ).

Le complément de périodes-professeur visé à l'alinéa précédent est calculé comme suit:

1^o pour l'année scolaire 2022-2023: 0,12 période est alloué par élève régulièrement inscrit en 5^{ème} année et 0,20 période est alloué par élève régulièrement inscrit en 6^{ème} et 7^{ème} années sur la base de la population des élèves de 5^{ème}, de 6^{ème} et de 7^{ème} au 15 janvier 2022;

2^o pour l'année scolaire 2023-2024: 0,20 période est alloué par élève régulièrement inscrit en 6^{ème} année sur la base de la population des élèves de 6^{ème} au 15 janvier 2023. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 39. L'article 15/1 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est abrogé.

Art. 40. Dans le même décret, il est inséré un article 15/2 rédigé comme suit:

« Article 15/2. Pour le calcul des périodes-professeur, les élèves qui effectuent le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification visé à l'article 11, § 3, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) sont pris en compte à concurrence de 1,25 période par élève régulièrement inscrit au 1^{er} octobre. Ces périodes sont mobilisables dès le 1^{er} septembre et seront utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, pour l'encadrement de cours prévus à la grille-horaire des élèves et de la remédiation en vue de la délivrance de l'un des certifications visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). »

Art. 41. Dans l'article 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées:

1^o à l'alinéa 3, les mots « années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021 » sont remplacés par les mots « années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 »;

2^o à l'alinéa 3, 2^o, les mots « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 ou 2020-2021, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 ou 2020-2021; » sont remplacés par les mots « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ou 2019-2020, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 ou 2021-2022 ».

Art. 42. Dans le même décret, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit:

« Article 26/1. Dans les options de base groupées visées à l'article 51, § 1^{er}, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ), en plein exercice, un complément de périodes-professeurs est alloué aux écoles pour les élèves de chaque option de base groupée organisée avant le 29 août 2022 dans le cadre de l'enseignement expérimental visé à l'article 1^{er} du décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales.

Ces périodes seront utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, pour organiser des activités de remédiation au bénéfice des élèves, ainsi que l'année complémentaire visée à l'article 11, § 3, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ).

Le complément de périodes-professeur visé à l'alinéa précédent est calculé comme suit:

1^o pour l'année scolaire 2022-2023: 0,12 période est alloué par élève régulièrement inscrit en 5^{ème} année et 0,20 période est alloué par élève régulièrement inscrit en 6^{ème} et 7^{ème} années sur la base de la population des élèves de 5^{ème}, de 6^{ème} et de 7^{ème} au 15 janvier 2022;

2^o pour l'année scolaire 2023-2024: 0,20 période est alloué par élève régulièrement inscrit en 6^{ème} année sur la base de la population des élèves de 6^{ème} au 15 janvier 2023. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 43. Dans l'article 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées:

a) les mots « 7^o « Profil de formation » » sont remplacés par les mots « 7^o « Profil de formation SFMQ » » ;

b) il est créé un 7^{bis} rédigé comme suit:

« 7^obis « Profil de formation CCPQ »: défini à l'article 2, 9^o du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). »;

c) le 14^o est remplacé par ce qui suit:

« 14^o « Profil de certification » défini à l'article 2, 6^o du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); »;

d) le 33^o est abrogé;

e) il est inséré 33^obis rédigé comme suit:

« 33^obis « décret PEQ »: le décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); ».

Art. 44. Dans l'article 34 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

« La formation qualifiante vise la maîtrise des unités d'acquis d'apprentissage pour les options de base groupées liées avec des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) et pour lesquelles un profil de certification a été établi et approuvé par le Gouvernement, et la maîtrise des ensembles de compétences du schéma de passation, fixé par le pouvoir organisateur, pour les options de base groupées liées à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications pour lesquelles un profil de certification n'a pas encore été défini. ».

Art. 45. Dans l'article 96 du même décret, l'alinéa 8 est complété par un 4^{ème} tiret rédigé comme suit:

« - dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les jurys de qualification et pour les conseils de classe du dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 46. Dans l'article 4, § 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 12^o est remplacé par ce qui suit:

« 11^o « Profil de certification » défini à l'article 2, 6^o du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); »;

b) le 15^o est abrogé;

c) il est inséré un 15^obis rédigé comme suit:

« 15^obis « Parcours d'enseignement qualifiant » (en abrégé, PEQ): défini à l'article 2, 5^o du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). ».

Art. 47. Dans l'article 55 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 2 est abrogé;

b) il est inséré un paragraphe 2^{bis} rédigé comme suit:

« § 2^{bis}. Le Gouvernement définit les modalités du parcours d'enseignement qualifiant pour les formations à un métier de la troisième phase, dont il a déterminé qu'elles sont organisées dans ce régime conformément à l'article 12, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). ».

Art. 48. Dans l'article 59 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

a) l'alinéa 4 est abrogé;

b) il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5:

« Pour les options de base groupées liées avec des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) et pour lesquelles un profil de certification a été établi et approuvé par le Gouvernement, le Jury de qualification est aussi chargé de valider les unités d'acquis d'apprentissage. »;

c) il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 9, devenu alinéa 10, et l'alinéa 10, devenu alinéa 11:

« Dans le parcours d'enseignement qualifiant (PEQ), le Jury de qualification peut déléguer la validation des unités de qualification aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement. Toutefois, la délivrance du Certificat de qualification relève de la compétence du Jury de qualification. »;

d) l'alinéa 10, devenu alinéa 11, est abrogé.

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territoriale*

Art. 49. Dans l'article 5, § 2, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territoriale, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit:

« Par dérogation, le plan de redéploiement couvrant les années scolaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 est prolongé pour l'année scolaire 2023-2024. ».

Art. 50. Dans l'article 6, § 3, du même décret, les mots « de la 4^{ème} année scolaire d'application » sont remplacés par les « de la dernière année scolaire d'application ».

CHAPITRE 7. — *Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées*

Art. 51. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 6, du décret 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, le *d)* est abrogé.

CHAPITRE 8. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Art. 52. Dans l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

a) l'article 1.3.1-1, 9^o, est abrogé;

b) il est inséré un 44^o/1 rédigé comme suit:

« 44^o/1 Parcours d'enseignement qualifiant (PEQ): le dispositif visé à l'article 4 du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ); »;

c) le 48^o est complété par la phrase suivante:

« Pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas encore été défini, le profil de formation correspond au document de référence élaboré par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ). ».

Art. 53. Dans l'article 1.5.2-2., alinéa 4, du même Code, le 2^o est abrogé.

Art. 54. Dans l'article 1.5.2-3, § 2, alinéa 3, du même Code, le 2^o est abrogé.

Art. 55. Dans le même Code, à l'article 6.1.5-5., alinéa 2, 3^o, le *b)* est remplacé par ce qui suit:

« *b)* les écoles soumises au décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) dans l'enseignement secondaire qualifiant; ».

TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 56. § 1^{er}. Le parcours d'enseignement qualifiant est organisé à partir des années scolaires suivantes pour les options de base groupées qui se réfèrent à un profil de certification approuvé par le Gouvernement avant le 29 août 2022:

1^o en 2022-2023: pour les 4^e et les 7^e années de l'enseignement secondaire qualifiant, ordinaire et spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance;

2^o en 2023-2024: pour la 5^e année de l'enseignement secondaire qualifiant, ordinaire et spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance;

3^o en 2024-2025: pour la 6^e année de l'enseignement secondaire qualifiant, ordinaire et spécialisé de formes 4, de plein exercice ou en alternance.

Les élèves concernés par l'alinéa 1^{er} peuvent effectuer:

1^o l'année complémentaire visée à l'article 11, § 1^{er}, à partir de l'année scolaire 2023-2024;

2^o le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification visé à l'article 11, § 3, à partir de l'année scolaire 2025-2026 pour les élèves qui achèvent leur 6^e année;

3^o le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification visé à l'article 11, § 3, à partir de l'année scolaire 2023-2024 pour les élèves qui achèvent leur 7^e année.

L'élève inscrit dans une option de base groupée visée par l'alinéa 1^{er} et pour lequel le Conseil de classe délivre une attestation d'orientation C ou qui n'a pas obtenu une ou plusieurs des certifications visées à l'article 11, § 3, alinéa 2, à l'issue de l'année scolaire qui précède la première année du parcours d'enseignement visée au présent paragraphe est maintenu dans l'année équivalente organisée dans le parcours d'enseignement qualifiant.

Les options de bases groupées organisées spécifiquement dans l'enseignement en alternance visées à l'article 2*bis*, § 1^{er}, 2^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance et pour lesquelles un profil de certification a été établi, entrent dans le nouveau parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) en 2022-2023.

§ 2. Le parcours d'enseignement qualifiant est organisé à partir des années scolaires suivantes pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas été défini et qui se réfèrent à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ), pour les options de base groupées qui se réfèrent à un profil de certification approuvé par le Gouvernement à partir du 29 août 2022 et pour les options de base groupées à l'issue desquelles aucun certificat de qualification n'est délivré:

1^o en 2023-2024: pour les 4^e et les 7^e années de l'enseignement secondaire qualifiant, ordinaire et spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance;

2° en 2024-2025: pour la 5e année de l'enseignement secondaire qualifiant, ordinaire et spécialisé de forme 4 de plein exercice ou en alternance;

3° en 2025-2026: pour la 6e année de l'enseignement secondaire qualifiant, ordinaire et spécialisé de formes 4, de plein exercice ou en alternance.

Les élèves concernés par l'alinéa 1^{er} peuvent effectuer:

1° l'année complémentaire visée à l'article 11, § 1^{er}, à partir de l'année scolaire 2024-2025;

2° le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification visé à l'article 11, § 3, à partir de l'année scolaire 2026-2027 pour les élèves qui achèvent leur 6e année;

3° le dispositif de fin de parcours complémentaire au troisième degré de qualification visé à l'article 11, § 3, à partir de l'année scolaire 2024-2025 pour les élèves qui achèvent leur 7e année.

L'élève inscrit dans une option de base groupée visée par l'alinéa 1^{er} et pour lequel le Conseil de classe délivre une attestation d'orientation C ou qui n'a pas obtenu une ou plusieurs des certifications visées à l'article 11, § 3, alinéa 2, est maintenu dans l'année équivalente organisée dans le parcours d'enseignement qualifiant.

Les options de bases groupées organisées spécifiquement dans l'enseignement en alternance visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance et qui dépendent d'un ancien profil de formation CCPQ, entrent dans le nouveau parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) en 2023-2024.

§ 3. Le parcours d'enseignement qualifiant est organisé à partir l'année scolaire 2023-2024 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 pour les options de base groupées qui se réfèrent à un profil de certification et pour les options de base groupées pour lesquelles un profil de certification n'a pas été défini et qui se réfèrent à un profil de formation défini antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ).

Art. 57. Durant l'année scolaire 2022-2023, le dossier d'apprentissage CPU visé à l'article 3 du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire est utilisé pour les élèves visés par l'article 51, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°. A partir de l'année scolaire 2023-2024, le dossier d'apprentissage de l'élève visé à l'article 8 est utilisé pour ces élèves.

TITRE V. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 58. Tous les quatre ans, le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du présent décret et en fait rapport au Parlement. Le cas échéant, il est accompagné des propositions d'adaptations nécessaires.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} intervient pour la première fois au cours de l'année scolaire 2024-2025.

Art. 59. Le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire est abrogé au 25 août 2025.

Art. 60. Le Titre 1^{er} du décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales est abrogé au 25 août 2025.

Art. 61. Les articles 8, 15 et 16 entrent en vigueur le 28 août 2023.

Art. 62. L'article 17, *b), c) et d)*, entre en vigueur le 26 août 2024.

Art. 63. Les articles suivants entrent en vigueur le 25 août 2025:

1° l'article 13, *b), e), h), j) et l)*;

2° l'article 14, *c)*;

3° l'article 17, *a)*;

4° l'article 18;

5° l'article 20, *a) et c)*;

6° l'article 23, *a)*;

7° l'article 24, *b), c) et e)*;

8° l'article 25, *b)*;

9° l'article 26, *b)*;

10° l'article 27, *a) et c)*;

11° l'article 28, *a) et c)*;

12° l'article 29, *a), c) et e)*;

13° l'article 32, *a) et c)*;

14° l'article 34, *b)*;

15° l'article 43, *d)*;

16° l'article 46, *b)*;

17° l'article 47, *a)*;

18° l'article 48, *a) et d)*;

19° l'article 52, *a)*;

20° l'article 59;

21° l'article 60.

Art. 64. A l'exception de la date d'entrée en vigueur fixée aux articles 61 à 63, le présent décret entre en vigueur le 29 août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 422-1. - Rapport de commission, n° 422-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 422-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2022.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/21121]

20 JULI 2022. — Decreet betreffende het traject van kwalificerend onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — INLEIDENDE BEPALINGEN

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de tweede en derde graad van het kwalificerend secundair, technisch, kunst- en beroepsonderwijs met volledig leerplan, en alternerend, gewoon en gespecialiseerd van vormen 3 en 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. In dit decreet verstaat men onder:

1. "Leerresultaten": wat een leerling weet, begrijpt, na een leerproces kan realiseren; de leerresultaten worden bepaald in termen van kennis, vaardigheden en competenties, in de zin van de aanbeveling van de Raad van 22 mei 2017 inzake het Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren en tot intrekking van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

2. "Kwalificerend secundair onderwijs": onderwijs met de middelbare normaalscholen en studierichtingen waarvan sprake in artikel 4, § 1;

3. "Kwalificatieproef": proef waarmee de capaciteit van de leerling wordt bepaald om een georganiseerd geheel van kennis, knowhow en gedrag aan te wenden waarmee hij of zij een bepaald aantal taken kan uitvoeren in overeenstemming met een beroepsactiviteit. Voor de gegroepeerde basisopties met betrekking tot de opleidingsprofielen opgesteld door de Service francophone des Métiers et Qualifications (SFMQ - Franstalige dienst van beroepen en kwalificaties) wordt het slagen voor een of meerdere leerresultateenheden beschouwd als een kwalificatieproef. Voor de gegroepeerde basisopties die niet gekoppeld zijn aan de opleidingsprofielen opgesteld door de Service francophone des Métiers et Qualifications (SFMQ - Franstalige dienst van beroepen en kwalificaties) wordt het slagen voor samenhangend geheel van competenties van het afnemingschema, vastgesteld door de inrichtende macht, beschouwd als een kwalificatieproef;

4. "Kwalificerend onderwijstraject" (KOT): het stelsel waarvan sprake in artikel 4;

5. "Kwalificatieprofiel": het document bepaald in artikel 1.3.1-1, 47°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

6. onmiddellijke remedial teaching: remedial teaching met de bedoeling om onmiddellijke hulp te bieden aan de moeilijkheden van de leerling bij het verwerven van de voorziene kennis en vaardigheden, volledig geïntegreerd in de opleidings-/leersequentie. Het betreft alle activiteiten waarmee de moeilijkheden van de leerling kunnen worden verholpen;

7. Uitgestelde remediëring: remediëring met de bedoeling om op andere momenten hulp te bieden aan de moeilijkheden van de leerling bij het verwerven van de voorziene kennis en vaardigheden, georganiseerd buiten het traject van de opleidings-/leersequentie. Het betreft alle activiteiten waarmee de moeilijkheden van de leerling kunnen worden verholpen. Idealiter worden de leerprocessen met moeilijkheden op een andere manier begrepen, door gebruik te maken van andere methoden, andere middelen, andere procedures dan de bestaande;

8. "CCPQ-opleidingsprofiel": het referentiedocument dat eerder is opgesteld door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties voor de gegroepeerde basisopties waarvoor een kwalificatieprofiel nog niet is bepaald;

9. "Leerresultateenheden": samenhangende gehelen van leerresultaten die kunnen worden geëvalueerd en waarin men kan slagen. Deze leerresultateenheden worden bepaald in het opleidingsprofiel opgesteld door de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) en in het kwalificatieprofiel dat door de regering is goedgekeurd;

10. "Kwalificatie-eenheden": verwijzen enerzijds naar de leerresultateneenheden die kunnen worden geëvalueerd en waarin men kan slagen, die bepaald zijn in het opleidingsprofiel opgesteld door de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) en in een kwalificatieprofiel goedgekeurd door de regering, voor de gegroepede basisopties die verwijzen naar één of meerdere opleidingsprofielen opgesteld door de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) en anderzijds, de samenhangende gehelen van competenties (CM) die kunnen worden geëvalueerd en goedgekeurd, die zijn bepaald door de inrichtende macht in het afnemingsschema voor de gegroepede basisopties waarvoor geen kwalificatieprofiel is bepaald en die verwijzen naar een opleidingsprofiel dat eerder is bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties (CCBK);

11. "Afnemingschema": samenhangende gehelen van competenties (CM) die kunnen worden geëvalueerd en waarin men kan slagen. Dit afnemingschema wordt bepaald door de inrichtende macht, voor de gegroepede basisopties waarvoor er nog geen kwalificatieprofiel is bepaald en die verwijzen naar een opleidingsprofiel dat eerder is bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties.

Art. 3. In dit decreet is het gebruik van mannelijke namen voor titels en functies genderneutraal om de leesbaarheid van de tekst te bevorderen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

TITEL II. — HET KWALIFICEREND ONDERWIJSTRAJECT (KOT)

HOOFDSTUK 1. — Algemene structuur van het kwalificerend onderwijstraject

Art. 4. § 1. Er wordt een kwalificerend onderwijstraject (KOT) ingevoerd op het niveau van de tweede en derde graad van het kwalificerend secundair onderwijs, wat de volgende zaken omvat:

1. het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend;
2. de opleidingen van het alternerend secundair onderwijs waarvan sprake in artikel 2bis, § 1, 2. van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;
3. de beroepsopleidingen van de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3, waarvan sprake in artikel 54, § 1, vijfde lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Het kwalificerend onderwijstraject bestaat uit de invoering van een kwalificerende opleiding in het vierde, vijfde en zesde jaar of na het specifieke opleidingstraject van het alternerend secundair onderwijs en het gespecialiseerde onderwijs van vorm 3. Deze opleiding bevat een kwalificerend gedeelte en een gemeenschappelijk gedeelte. Dit traject kan een zevende jaar omvatten, waarna een kwalificatiegetuigschrift kan worden verstrekt.

Na afloop van het kwalificerend onderwijstraject kunnen aan de leerling attesten worden toegekend zoals bepaald in artikelen 24, 25 en 26 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 10 van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs en/of in artikel 57, 4., van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 2. Het vierde jaar van het secundair onderwijs, opgenomen in het kwalificerend onderwijstraject is een jaar waarin de leerling voor een of meerdere kwalificatie-eenheden kan slagen.

De leerling kan er zich ook voorbereiden op het kwalificerend onderwijs. Om dit in ideale omstandigheden te doen en als de gegroepede basisoptie en/of het opleidingsprofiel het toestaan, organiseert de school stages om de leerling een algemeen overzicht te geven van de activiteitenengroep waarop de gegroepede basisoptie aansluit.

Voor de gegroepede basisopties waarna geen enkel kwalificatiegetuigschrift wordt verstrekt, wordt de leerling niet onderworpen aan het slagen voor een of meerdere kwalificatie-eenheden.

Tijdens of na afloop van het vierde jaar bevestigen de ouders of de meerderjarige leerling de keuze van de gegroepede basisoptie of, in voorkomend geval, beslissen om deze keuze te wijzigen conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

§ 3. In het vijfde en zesde jaar, of het zevende jaar kan de leerling het kwalificerend onderwijstraject blijven volgen. In de loop van deze jaren slaagt de leerling voor de kwalificatie-eenheden waarmee hij een kwalificatiegetuigschrift kan verkrijgen. Dat is, evenwel, niet het geval voor de gegroepede basisopties waarvan sprake in artikel 26, § 5, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Voor de gegroepede basisopties waarna geen enkel kwalificatiegetuigschrift wordt verstrekt, wordt de leerling niet onderworpen aan het slagen voor kwalificatie-eenheden.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, in het alternerend onderwijs waarvan sprake in artikel 2bis, § 1, 1., van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, kunnen de profielen worden ingevoerd in het vierde, vijfde en zesde jaar of uitsluitend in het vijfde en zesde jaar of uitsluitend in het zesde jaar van het secundair onderwijs.

Art. 5. Het kwalificerend onderwijstraject organiseert het slagen voor de kwalificatie-eenheden met behulp van kwalificatieproeven voor alle gegroepede basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs, met uitzondering van de gegroepede basisopties waarna geen enkel kwalificatiegetuigschrift wordt verstrekt.

HOOFDSTUK 2. — Het ritme van de leerling in het kwalificerend onderwijstraject

Deel I. — De organisatie van het kwalificerend onderwijstraject

Art. 6. De leerling legt zijn schooltraject doorlopend af tussen het vierde en zesde jaar, en, in voorkomend geval, in het zevende jaar.

Met de remedïering en formatieve evaluatie kan elke leerling op zijn ritme de kennis en vaardigheden opdoen waarvan sprake in de algemene opleiding en in de kwalificerende opleiding.

Art. 7. § 1. In het kwalificerend onderwijstraject wordt het aanleren van een beroep gestructureerd in kwalificatie-eenheden.

Voor de gegroepede basisopties die verwijzen naar een of meerdere opleidingsprofielen opgesteld door de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) stemmen de kwalificatie-eenheden overeen met de leerresultateneenheden die bepaald zijn in het opleidingsprofiel (SFMQ) en in het kwalificatieprofiel. In het vierde jaar wordt ten minste één kwalificatieproef georganiseerd.

Voor de gegroepeerde basisopties waarvoor geen kwalificatieprofiel is bepaald en die verwijzen naar een opleidingsprofiel dat eerder is bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties (CCBK), worden de kwalificatie-eenheden bepaald in het afnemingsschema van de inrichtende macht. In het vierde jaar wordt ten minste één kwalificatieproef georganiseerd.

Voor de gegroepeerde basisopties waarna geen enkel kwalificatiegetuigschrift wordt verstrekt, wordt het leerproces niet gestructureerd in kwalificatie-eenheden. In het vierde jaar moet geen enkele kwalificatieproef worden georganiseerd, omdat de leerling in elk vak van de gegroepeerde basisoptie wordt geëvalueerd.

§ 2. Aan het einde van elke kwalificatie-eenheid wordt een kwalificatieproef georganiseerd.

In het vierde, vijfde, zesde en zevende jaar worden kwalificatieproeven georganiseerd. In het vierde jaar mag vóór de kerstvakantie geen enkele kwalificatieproef worden georganiseerd.

De leerling die slaagt voor alle kwalificatie-eenheden bij een gegroepeerde basisoptie en stages doorloopt als deze verplicht zijn, conform artikel 7bis, § 3, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, verkrijgt een of meerdere kwalificatiegetuigschriften.

Voor de gegroepeerde basisopties die beschikken over een kwalificatieprofiel, krijgt de leerling die slaagt voor een leerresultateneenheid ook een slaagattest waarvan het model door de regering is bepaald.

§ 3. In afwijking van paragrafen 1 en 2 is het leerproces, voor de gegroepeerde basisopties waarna geen enkel kwalificatiegetuigschrift wordt verstrekt, niet gestructureerd in kwalificatie-eenheden.

Deel II. — Het leerdossier van de leerling

Art. 8. § 1. Tijdens zijn kwalificerend onderwijstraject wordt voor de leerling een leerdossier opgesteld. Dit dossier wordt door de school aan de leerling uitgelegd en meegedeeld aan het begin van het vierde of het vijfde jaar, als de toelatingscommissie een gunstig advies geeft en de leerling toelaat het vijfde jaar aan te vangen.

Dit dossier:

1. vermeldt de doelstellingen van de gemeenschappelijke opleiding en van de kwalificerende opleiding;
2. vermeldt, als het opleidingsprofiel dit precieseert:

a) de boomstructuur van de beroepen, zoals gedefinieerd in artikel 1, 3., van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de Service francophone des métiers et des qualifications, afgekort 'SFMQ';

b) een voorstelling van het beroep;

c) de praktische omstandigheden waarin het wordt uitgeoefend;

1. vermeldt de kwalificatie-eenheden en bepaalt de modaliteiten en de periodiciteit van de kwalificatieproeven;
2. in voorkomend geval, integreert het specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA) waarvan sprake in artikel 11, §§ 1 en 3.

§ 2. Het leerdossier wordt uitsluitend door de leerling aangevuld tijdens zijn kwalificerend onderwijstraject in een gegroepeerde basisoptie.

Het leerdossier ondersteunt de leerling in zijn gesprekken met het onderwijsteam.

Als de gegroepeerde basisoptie wordt gewijzigd, wordt een nieuw leerdossier aan de leerling verstrekt.

Als van school wordt veranderd en dezelfde gegroepeerde basisoptie wordt gevolgd, kan de leerling zijn leerdossier blijven gebruiken in de school waarin hij wordt onderwezen.

In het gespecialiseerde onderwijs van fase 3 van vorm 3 vervangt het individueel leerplan het leerdossier.

§ 3. Aan het begin van het zevende jaar verstrekt de school een nieuw leerdossier aan de leerling die blijft schoollopen om een aanvullend kwalificatiegetuigschrift te verkrijgen.

Dit document vermeldt, mutatis mutandis, de elementen waarvan sprake in paragraaf 1, tweede lid.

§ 4. De regering bepaalt het model van het leerdossier.

Deel III. — Remediëring

Art. 9. De scholen organiseren remediëring ten behoeve van de leerlingen.

Deze bestaat uit een onmiddellijke remediëring en/of uitgestelde remediëring. Remediëring gaat zowel over de gemeenschappelijke opleiding als over de kwalificerende opleiding.

In elke school overlegt het onderwijsteam over de modaliteiten en momenten die voorbehouden zijn aan remediëringen. Deze momenten zijn onderworpen aan het advies van plaatselijke organen van sociaal overleg.

Deel IV. — Bekrchtiging van de studies

Art. 10. § 1. In het kwalificerend onderwijstraject wordt de bekrchtiging van de studies op volgende wijze geregeld:

1. in het vierde jaar: per schooljaar;
2. in het vijfde en zesde jaar: per graad;
3. in het zevende jaar: per schooljaar.

§ 2. De kwalificatie-examencommissie baseert haar beslissing op alle informatie met betrekking tot de verwachte beheersing in elk van de kwalificatie-eenheden, conform artikel 21 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Als de leerling niet slaagt voor één kwalificatie-eenheid, dan kan deze later door de kwalificatie-examencommissie opnieuw worden geëvalueerd in het kader van de kwalificatieproeven voor andere kwalificatie-eenheden.

Een gegroepeerde kwalificatieproef kan worden georganiseerd om te slagen voor meerdere kwalificatie-eenheden. Alle kwalificatie-eenheden mogen niet worden georganiseerd in één enkele kwalificatieproef.

Art. 11. § 1. Op het einde van het vierde jaar van de kwalificatieafdeling van het technisch en beroepsonderwijs, kan de klassenraad beslissen om een leerling te laten zitten die grote moeilijkheden ondervindt, voor de gemeenschappelijke opleiding en de gegroepeerde basisoptie. De klassenraad verstrekt een C-attest conform artikel 23, § 2, 3., van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs. In dit geval moet de leerling:

1. of een aanvullend vierde jaar volgen in dezelfde gegroepeerde basisoptie;
2. of het vierde jaar overdoen in een andere gegroepeerde basisoptie;
3. of een vierde jaar doen in een andere studierichting, rekening houdend met het vooraf verkregen oriëntatieattest in het derde jaar van het secundair onderwijs.

De klassenraad kan ook beslissen om een B-attest te verstrekken conform artikel 23, § 2, 2., van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs. In dit geval moet de leerling:

1. of een aanvullend vierde jaar volgen in dezelfde gegroepeerde basisoptie;
2. of het vierde jaar overdoen in een andere gegroepeerde basisoptie;
3. of een vierde jaar doen in een andere studierichting, rekening houdend met het verkregen oriëntatieattest in het derde jaar van het secundair onderwijs;
4. of toegelaten worden in een vijfde jaar in een andere gegroepeerde basisoptie, mits naleving van de voorwaarden van de klassenraad en een gunstig advies van de toelatingscommissie.

De invoering van een aanvullend vierde jaar waarvan sprake in het eerste lid, 1., en in het tweede lid, 1., is afhankelijk van de invoering van een specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA). Elke school moet het extra vierde jaar organiseren. De klassenraad stelt voor elke betrokken leerling een specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA) op dat, met name, de volgende zaken kan bevatten:

1. een aanpassing van het lesrooster van de leerling in functie van zijn behoeften;
2. stage-uren en/of -periodes, en/of extra uren beroepspraktijk;
3. uren remediëring tijdens de lessen gemeenschappelijke vorming.

De specifieke ondersteuningsprogramma's voor leerprocessen (PSSA) van leerlingen die een aanvullend jaar volgen, worden ter beschikking gesteld van de algemene inspectiedienst waarvan sprake in artikel 3 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst.

Aan het einde van het extra vierde jaar kan de regelmatige leerling van de klassenraad een A-, B- of C-attest krijgen conform artikel 23, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

§ 2. Tussen het vijfde en zesde jaar wordt het leerlingentraject georganiseerd in de vorm van een pedagogisch continuüm waarin de leerling minimaal twee jaar heeft om de kennis en vaardigheden van de algemene opleiding en kwalificerende opleiding te verwerven. Op het einde van het vijfde jaar gaat de regelmatige leerling automatisch over naar het zesde jaar.

In afwijking van het eerste lid kan de inrichtende macht een vraag tot afwijking indienen bij de regeringsdiensten, zodat de leerling in de volgende gevallen een vijfde jaar kan overdoen:

1. als de leerling in het totaal niet geslaagd is: als hij voor geen enkele kwalificatie is geslaagd op alle kwalificatieproeven van het vierde en het vijfde jaar en als hij voor geen enkele kennis en vaardigheid van de algemene opleiding is geslaagd;
2. in geval van langdurige gemotiveerde afwezigheid.

§ 3. Na afloop van het kwalificerend onderwijstraject kan de leerling een of meerdere attesten krijgen waarvan spraken in artikel 4, § 1, derde lid.

Na afloop van het kwalificerend onderwijstraject magde leerling, die niet een of meerdere attesten heeft bekomen waarvan sprake in het eerste lid, zijn jaar niet overdoen/ De klassenraad laat de betrokken leerling automatisch toe in een extra stelsel voor het einde van het traject.

De klassenraad stelt voor de betrokken leerling een specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA) op, zodat deze, in functie van het gewenste attest, de vaardigheden van de gemeenschappelijke opleiding kan beheersen waarvan sprake in artikel 35, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en/of vaardigheden van de kwalificerende opleiding waarvan sprake in de kwalificatie-eenheden.

Elke betrokken school moet dit extra stelsel voor het einde van het traject organiseren; ze kan, hiertoe een overeenkomst sluiten met een andere eenvoudig toegankelijke school.

De school waarin de leerling wordt onderwezen, bepaalt de voorziene duur van zijn aanwezigheid in het extra stelsel voor het einde van het traject. Deze moet zo kort mogelijk zijn, zodat de leerling snel en op om het even welk ogenblik van het jaar een attest kan krijgen. De school kan, voor zover nodig, de duur ervan tijdens het jaar aanpassen. Het lesrooster van de leerling bevat tussen 20 en 36 lestijden per week.

Een leerling kan geen gebruikmaken van een extra stelsel voor het einde van het traject tijdens twee opeenvolgende schooljaren. Maar in het geval van een gemotiveerde langdurige afwezigheid, kan de inrichtende macht een vraag tot afwijking indienen bij de regeringsdiensten, zodat de leerling het extra stelsel voor het einde van het traject opnieuw kan aanvatten.

In het kader van het verkrijgen van een kwalificatiegetuigschrift moet het specifieke ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA) verplicht een bedrijfsstage omvatten. Het specifieke ondersteuningsprogramma voor leerprocessen kan ook volgende zaken omvatten:

1. lessen en activiteiten van het vijfde, zesde en/of zevende jaar;
2. lessen en activiteiten van de opleiding gevolgd in een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming (CAOV) in een bedrijf;
3. specifieke activiteiten van remediëring, georganiseerd in de school;
4. opleidingen in een Centrum voor gevorderde technologie;

5. opleidingen in een competentiecentrum, in het kader van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waals Gewest en de Franse gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen t in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra;

6. opleidingen in een referentiecentrum, in het kader van het samenwerkingsakkoord van 22 maart 2016 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de centra voor gevorderde technologieën en de beroepsreferentiecentra;

De leerling die geen kwalificatiegetuigschrift en/of attest van het hoger secundair onderwijs heeft verkregen op het einde van het zesde jaar van het gekwalificeerd technisch onderwijs ofwel die geen kwalificatieattest en/of studieattest van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs heeft verkregen, kan zich inschrijven in de extra stelsel voor het einde van het traject.

De specifieke ondersteuningsprogramma's voor leerprocessen van leerlingen die ingeschreven zijn in het extra stelsel voor het einde van het traject, worden terbeschikking gesteld van de algemene inspectiedienst waarvan sprake in artikel 3 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst.

Art. 12. De kwalificatie in het kwalificerend onderwijstraject mag slechts worden georganiseerd voor de gegroepeerde basisopties en de opleidingen waarvoor een kwalificatieprofiel is bepaald conform artikel 1.4.3-2. §§ 3 en 4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en voor de gegroepeerde basisopties waarvoor geen kwalificatieprofiel is bepaald en die verwijzen naar een opleidingsprofiel dat eerder is bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties (CCBK).

TITEL III. — WIJZIGINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 13. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) er wordt een 6.bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"6.bis "Kwalificatie-eenheden": de eenheden die bepaald zijn in artikel 2, 11. van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT)";

b) 7. wordt opgeheven;

c) er wordt een 7. bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"7.bis "Kwalificerend onderwijstraject" (KOT): het traject bepaald in artikel 2, 5. van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT)";

d) 8. wordt vervangen door wat volgt:

"8.bis "Kwalificatieprofiel": het profiel bepaald in artikel 2,6., van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerende onderwijstraject (KOT)";

e) 10. wordt opgeheven;

f) er wordt een 10. bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"10.bis "regelmatige leerling": in het kwalificerend onderwijstraject verwijst dit naar de leerling die voldoet aan de toelatingssvoorwaarden en ingeschreven is in een bepaalde studierichting en de lessen en activiteiten wel degelijk en regelmatig volgt om te slagen voor de leerresultateneenheden, de kwalificatie-eenheden en de kwalificatie voorzien op het einde van de graad";

g) in 11. worden de woorden "10.bis" ingevoegd tussen de woorden "10." en de woorden "of 11.bis";

h) in 11. wordt nummer "10." opgeheven.

i) 16. wordt vervangen door wat volgt:

"16. "kwalificatie-examencommissie", de examencommissie waarvan de competenties en werking bepaald zijn in artikel 21ter, belast met de verstrekking van het kwalificatiegetuigschrift.

Ze is ook belast met het goedkeuren van de kwalificatie-eenheden in het kwalificerend onderwijstraject.

Ze is ook belast met het goedkeuren van de leerresultateneenheden in het stelsel van de KEL.

j) 17. wordt opgeheven;

k) er wordt een 17.bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"17.bis "Leerdossier" verwijst naar het dossier waarvan sprake in artikel 8 van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT)";

l) 18. tot 20. worden opgeheven;

f) er wordt een 20.bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"20.bis "Specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA)" verwijst naar het programma waarvan sprake in artikel 11 van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).";

n) in 22. worden de woorden "decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs." vervangen door de woorden "decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst 10 januari 2019".

Art. 14. In artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a. in 4. worden de woorden "conform artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaald van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren" vervangen door de woorden "conform artikel 1.4.3-2, § 4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs";

a. in 5. worden de woorden "conform artikel 39 van het voormelde decreet van 24 juli 1997" vervangen door de woorden "conform artikel 1.4.3-2, § 4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs";

c. 7. wordt opgeheven;

d. er wordt een punt 9; aangemaakt, dat als volgt luidt:

"9. in het kwalificerend onderwijstraject, een aanvullend vierde jaar voor de leerlingen aan wie de klassenraad een C-attest of B-attest heeft gegeven conform artikel 23, § 2, 2. en 3., aan het einde van het vierde jaar van het kwalificerend onderwijstraject.

Dit extra vierde jaar hangt af van de invoering van een specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA), opgesteld door de klassenraad conform artikel 2, 20.bis."

e. er wordt een 10. aangemaakt, dat als volgt luidt:

"10. in het kwalificerend onderwijstraject, een extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie conform artikel 11, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerende onderwijstraject (KOT)."

Art. 15. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 13bis ingelast dat als volgt is opgesteld:

"Artikel 13bis In het kwalificerend onderwijstraject kunnen als regelmatige leerlingen in het extra vierde jaar de leerlingen worden toegelaten aan wie de klassenraad een B-attest of C-attest heeft gegeven conform artikel 23, § 2, 2. en 3., aan het einde van het vierde jaar van het kwalificerend onderwijstraject.

Dit extra vierde jaar hangt af van de invoering van een specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen (PSSA), opgesteld door de klassenraad conform artikel 2, 20.bis."

Art. 16. In artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1. worden de woorden "van het algemeen secundair, technisch of kunstonderwijs," vervangen door de woorden "van het secundair, algemeen, technisch doorstromings- of kunstdoorstromingsonderwijs,";

b) er wordt een 1.bis ingevoegd, luidend als volgt:

"1.bis in het kwalificerend onderwijstraject kunnen de volgende leerlingen worden toegelaten als regelmatige leerlingen in het vijfde jaar van de derde graad van het kwalificerende secundair technisch of kunstonderwijs:

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het vierde jaar van het secundair onderwijs in dezelfde studierichting hebben beëindigd;

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het vierde jaar van het algemeen, technisch of kunstonderwijs in een andere studierichting hebben beëindigd;

c) de regelmatige leerlingen met een A-attest, waarvan sprake in artikel 23, § 2, 1., verkregen aan het einde van het extra vierde jaar in dezelfde studierichting;

d) de regelmatige leerlingen met een A-attest, waarvan sprake in artikel 23, § 2, 1., verkregen aan het einde van het extra vierde jaar van het kwalificerend technisch onderwijs, in een andere studierichting;

e) de houders van een getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch of kunstonderwijs, verstrekt door de examencommissie van de Franse gemeenschap;

f) de houders van een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad - algemene richting verstrekt door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juni 1999 tot goedkeuring van het referatedossier van de afdeling "getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad - algemene oriëntatie", gerangschikt in het niveau van het hoger secundair onderwijs van het onderwijs voor sociale promotie van het stelsel 1 ter uitreiking van een getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van de tweede graad, uitgereikt op het einde van het vierde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

g) de regelmatige leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs hebben beëindigd;

h) de houders van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs.;"

c) artikel 15 wordt aangevuld met een 3., dat luidt als volgt:

"3. In het kwalificerend onderwijstraject kunnen de volgende leerlingen worden toegelaten als regelmatige leerlingen in het vijfde jaar van de derde graad van het secundair beroepsonderwijs:

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het vierde jaar van het secundair onderwijs in dezelfde studierichting hebben beëindigd;

a) de regelmatige leerlingen die met vrucht het vierde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs in een andere studierichting hebben beëindigd;

c) de regelmatige leerlingen met een A-attest, waarvan sprake in artikel 23, § 2, 1., verkregen aan het einde van het extra vierde jaar in dezelfde studierichting;

d) de regelmatige leerlingen met een A-attest, waarvan sprake in artikel 23, § 2, 1., verkregen aan het einde van het extra vierde jaar van het kwalificerend technisch of beroepsonderwijs, in een andere studierichting;

e) de houders van een getuigschrift van het lager secundair onderwijs, beroepsonderwijs, verstrekt door de examencommissie van de staat of door de examencommissie van de Franse gemeenschap, van de Vlaamse gemeenschap of van de Duitstalige gemeenschap;

f) de houders van een attest van re-integratie in het secundair onderwijs met volledig leerplan, verstrekt door een centrum voor alternerend onderwijs en vorming na het volgen van een schooljaar in, ten minste, het alternerend secundair onderwijs, waarvan sprake in artikel 2bis, § 1, 2., en § 2, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs en door hen geschikt te achten om hun studie in het vijfde jaar van het beroepsonderwijs voort te zetten;

g) de regelmatige leerlingen die met vrucht de tweede graad van het secundair beroepsonderwijs hebben beëindigd;

h) de houders van een getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs, verstrekt door de examencommissie van de Franse gemeenschap;

i) de houders van een Getuigschrift van hoger secundair onderwijs;

j) de houders van een studiegetuigschrift en van een kwalificatiegetuigschrift van het zesde studiejaar van het secundair beroepsonderwijs."

Art. 17. In artikel 16, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 3. wordt opgeheven;

b) er wordt een *3.bis* ingevoegd, dat luidt als volgt:

“*3.bis* in het kwalificerend onderwijstraject, in het kwalificerend secundair technisch en beroepsonderwijs: de regelmatige leerlingen die in dezelfde afdeling en in dezelfde studierichting, of het vijfde jaar van het kwalificerend secundair technisch en kunstonderwijs met volledig leerplan, of het vijfde jaar van het alternerend secundair technisch onderwijs hebben gevolgd, waarvan sprake in artikel *2bis*, § 1, 1., van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;”;

c) in 5. worden *b)* en *d)* opgeheven;

b) 5. wordt aangevuld met een *e)* en *f)* die luiden als volgt:

“*e)* in het kwalificerend onderwijstraject, leerlingen die in dezelfde studierichting of in een overeenstemmende studierichting, of het vijfde jaar van het kwalificerend secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan, of het vijfde jaar van het alternerend secundair beroepsonderwijs hebben gevolgd, waarvan sprake in artikel *2bis*, § 1, 1., van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;

f) in het kwalificerend onderwijstraject, de regelmatige leerlingen die in een overeenstemmende studierichting, of het vijfde jaar van het kwalificerend secundair technisch en kunstonderwijs met volledig leerplan, of het vijfde jaar van het alternerend secundair technisch en kunstonderwijs hebben gevolgd, waarvan sprake in artikel *2bis*, § 1, 1., van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;”.

Art. 18. Artikel *16bis* wordt opgeheven.

Art. 19. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *16ter* ingelast dat luidt als volgt:

“Artikel 16 ter In het kwalificerend onderwijstraject zijn de volgende leerlingen toegelaten in het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie:

1. de regelmatige leerlingen die aan het einde van het zesde jaar van het gekwalificeerd technisch onderwijs geen kwalificatiegetuigschrift en/of getuigschrift an het hoger secundair onderwijs hebben verkregen;

2. de regelmatige leerlingen die aan het einde van het zesde jaar van het beroepsonderwijs geen kwalificatiegetuigschrift en/of studiegetuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs hebben verkregen;

3. de regelmatige leerlingen die aan het einde van het zevende jaar van het gekwalificeerd technisch onderwijs geen kwalificatiegetuigschrift hebben verkregen;

4. de regelmatige leerlingen die aan het einde van het zevende jaar van het beroepsonderwijs geen kwalificatiegetuigschrift en/of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs hebben verkregen”.

Art. 20. In artikel 17, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1. wordt *d)* opgeheven;

b) 1. wordt aangevuld met een *e)*, die luidt als volgt:

e) in het kwalificerend onderwijstraject, de regelmatige leerlingen die in dezelfde afdeling en in dezelfde studierichting het vijfde en zesde jaar van het secundair technisch onderwijs met volledig leerplan of van het alternerend secundair technisch onderwijs hebben gevolgd, waarvan sprake in artikel *2bis*, § 1, 1., van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs in een gegroepeerde basisoptie waarvan het kwalificatieprofiel voorziet dat ze in drie jaar wordt georganiseerd.”;

c) in 2. wordt *d)* opgeheven;

d) 2. wordt aangevuld met een *e)*, die luidt als volgt:

“*e)* in het kwalificerend onderwijstraject, de regelmatige leerlingen die in dezelfde studierichting het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan of van het alternerend secundair beroepsonderwijs hebben gevolgd, waarvan sprake in artikel *2bis*, § 1, 1., van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs in een gegroepeerde basisoptie waarvan het kwalificatieprofiel voorziet dat ze in drie jaar wordt georganiseerd.”.

Art. 21. In artikel 18 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het tweede lid worden de woorden “die bijlage I vormen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs” vervangen door de woorden “waarvan sprake in bijlage II van het Besluit van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoriums van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs”;

2. in het derde lid worden de woorden “die vermeld zijn in bijlage II van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs” vervangen door de woorden “waarvan sprake in bijlage V van het besluit van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoriums van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs”.

Art. 22. In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 5. van paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

“5. de keuze van een studierichting in de gevallen waarvan sprake in artikel 15, 2., *b)* en *d)* en 3. *e)* en *f)* van dit besluit.”;

b) er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ *2bis* In het kwalificerend onderwijstraject zijn de volgende leerlingen onderworpen aan het gunstig advies van de toelatingscommissie en door de invoering van een specifiek begeleidingsplan:

1. bij het begin van het vijfde jaar van het gekwalificeerd technisch onderwijs, de regelmatige leerlingen die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden voorzien in artikel 15, 1.*bis*, *b)* en *d)* tot *g)*;

2. bij het begin van het vijfde jaar van het beroepsonderwijs, de regelmatige leerlingen die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden voorzien in artikel 15, 3., *b)* en *d)* tot *g)*.

Art. 23. In artikel 21*bis*, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) het tweede lid wordt opgeheven;
- b) een derde lid wordt ingelast, dat luidt als volgt:

"In het kwalificerend onderwijstraject is de klassenraad eveneens belast met het regelmatig bijwerken van het leerdossier en het opstellen van het specifiek ondersteuningsprogramma voor leerprocessen waarvan sprake in artikel 2, 20*bis*."

Art. 24. In artikel 21*ter* van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 1. De kwalificatie-examencommissie waarvan sprake in artikel 2,16., is belast met de uitreiking van het kwalificatiegetuigschrift.

Ze is ook belast met het goedkeuren van de kwalificatie-eenheden in het kwalificerend onderwijstraject.

Ze is ook belast met het goedkeuren van de leerresultateneenheden in het stelsel van de KEL.

De bekrachtiging van de studies waarvan sprake in artikel 26, § 1 en § 2, is de bevoegdheid van de kwalificatie-examencommissie."

- b) in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;
- c) in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven;
- d) paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid dat l als volgt luidt:

"In het kwalificerend onderwijstraject kan de kwalificatie-examencommissie de goedkeuring van de kwalificatie-eenheden delegeren aan het onderwijzend personeel dat specifiek de leerprocessen van de betrokken kwalificatie-eenheid heeft verzekerd en, wanneer dat mogelijk is, aan een of meer leden van buiten de vestiging. Het uitreiken van het kwalificatiegetuigschrift is, evenwel, de bevoegdheid van de kwalificatie-examencommissie."

- e) in paragraaf 4 wordt 3. opgeheven;
- f) in paragraaf 4 wordt een 3*bis* aangemaakt, dat luidt als volgt:

"3*bis* in het kwalificerend onderwijstraject andere elementen die in het leerdossier zitten, waarvan sprake in artikel 2, 17*bis*."

Art. 25. In artikel 22 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in paragraaf 1 wordt 4. vervangen door wat volgt:

"4. het zesde jaar van het algemeen, technisch doorstromings- of kunstdoorstromingsonderwijs, het zevende jaar waarvan sprake in artikel 4, § 1, 5. (7PB) en 6° (7PC) als, wanneer geslaagd voor de hele opleiding van het betrokken jaar, hij/zij in staat wordt geacht om de studies verder te zetten in ten minste een van de hogere onderwijsrichtingen met volledig leerplan."

- b) in paragraaf 1 worden 5. en 6. opgeheven;
- c) paragraaf 1 wordt aangevuld met 7. en 8., die luiden als volgt:

"7. in het kwalificerend onderwijstraject, het vijfde en zesde jaar van het kwalificerend technisch onderwijs, als, wanneer geslaagd voor de hele opleiding van deze twee jaren, hij/zij in staat wordt geacht om de studies verder te zetten in, ten minste, een van de hogere onderwijsrichtingen met volledig leerplan.

8. in het kwalificerend onderwijstraject, het vijfde en zesde jaar van het beroepsonderwijs die hij/zij in dezelfde studierichting of in een overeenstemmende studierichting heeft gevolgd, of het vijfde jaar van het technisch onderwijs en het zesde jaar van het beroepsonderwijs die hij/zij heeft gevolgd in een overeenstemmende studierichting, als hij/zij is geslaagd voor de hele opleiding van deze twee jaren."

Art. 26. In artikel 23, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 1. Het derde, vierde en vijfde jaar van het secundair onderwijs worden bekrachtigd door een van de oriëntatieattesten, waarvan sprake in paragraaf 2, met uitzondering van:

- 1. het derde beroepsjaar waarvan sprake in artikel 22, § 3;
- 2. het vijfde jaar in het kwalificerend onderwijstraject;
- 3. de studie jaren georganiseerd in het KEL-stelsel.

De leerling zonder getuigschrift van het basisonderwijs die, op het einde van een derde jaar, een A-attest of B-attest krijgt, waarvan sprake in § 2, wordt aan het einde van het derde jaar geacht een getuigschrift van het basisonderwijs te hebben.

In het kwalificerend onderwijstraject wordt het extra vierde jaar bekrachtigd door de oriëntatieattesten, waarvan sprake in paragraaf 2 en conform artikel 25, § 1.

Het zesde en zevende jaar van het secundair onderwijs worden bekrachtigd door het oriëntatieattest, waarvan sprake in paragraaf 2, 3., of conform de bepalingen van artikel 24 en artikel 25, § 2.

In het kwalificerend onderwijstraject:

1. wordt het vijfde jaar van het secundair onderwijs bekrachtigd door het leerdossier waarvan sprake in artikel 2, 17*bis*;

2. worden het zesde en zevende jaar van het secundair onderwijs bekrachtigd conform de bepalingen van artikel 24, § 1, § 2*bis* en § 3, van artikel 25, § 2, 2*bis*, of door het leerdossier waarvan sprake in artikel 2, 17*bis*, vergezeld van een oriëntatieattest naar het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie.

In het kwalificerend onderwijstraject wordt het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie bekrachtigd door het oriëntatieattest waarvan sprake in paragraaf 2, 3., of conform de bepalingen van artikel 24, § 5, van artikel 25, § 4, van artikel 26, § 2, 4*bis*.

In het KEL-stelsel:

1. wordt het vijfde jaar van het secundair onderwijs bekrachtigd door het KEL-vaardighedenverslag waarvan sprake in artikel 2, 18.;

2. worden het zesde en zevende jaar van het secundair onderwijs bekrachtigd conform de bepalingen van artikel 24, § 1, § 2 en § 3, van artikel 25, § 2, 2., of door het KEL-vaardighedenverslag waarvan sprake in artikel 2, 18, vergezeld van een oriëntatiesattest naar het extra jaar in de derde graad van de kwalificatieafdeling (C3D).

In het KEL-stelsel, in afwijking van het zevende lid, 2., als de gegroepeerde basisoptie in drie jaar wordt georganiseerd, wordt het zesde jaar van het secundair onderwijs bekrachtigd door het KEL-vaardighedenverslag waarvan sprake in artikel 2, 18.

In het KEL-stelsel wordt het extra jaar van de derde graad van de kwalificatieafdeling bekrachtigd conform de bepalingen van artikel 24, § 4, van artikel 25, § 3, van artikel 26, § 2, 4.”;

b) het eerste, derde, zevende en negende lid worden opgeheven.

Art. 27. In artikel 24 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 2 wordt opgeheven;

b) er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd, die luidt als volgt:

”§ *2bis*. In het kwalificerend onderwijstraject wordt het getuigschrift van het zesde jaar secundair beroepsonderwijs (CE6P) uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die, na het volgen van een zesde jaar beroepsonderwijs, geslaagd zijn voor de volledige opleiding van het vijfde en zesde jaar in dezelfde studierichting of een overeenstemmende studierichting.”;

c) paragraaf 4 wordt opgeheven;

d) artikel 24 wordt aangevuld met een paragraaf 5, die luidt als volgt:

”§ 5. In het kwalificerend onderwijstraject wordt het getuigschrift van het zesde jaar secundair beroepsonderwijs waarvan sprake in paragraaf *2bis* op eender welk ogenblik van het schooljaar uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die, wanneer ze voldoen aan de voorwaarden bepaald in respectievelijk artikel *16ter*, 2., geheel of gedeeltelijk het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie hebben gevolgd.”.

Art. 28. In artikel 25 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2 wordt punt 2. opgeheven;

b) in paragraaf 2 wordt een punt *2.bis* aangemaakt, dat luidt als volgt:

”*2.bis* die, in het kwalificerend onderwijstraject, het vijfde en zesde jaar van het kwalificerende secundair technisch onderwijs in dezelfde studierichting hebben gevolgd, en geslaagd zijn voor de hele opleiding van het vijfde en zesde jaar.”;

c) paragraaf 3 wordt opgeheven;

d) artikel 25 wordt aangevuld met een paragraaf 4, die luidt als volgt:

”§ 4. In het kwalificerend onderwijstraject:

1. wordt het getuigschrift hoger secundair onderwijs waarvan sprake in artikel 25, § 2, *2.bis* op eender welk ogenblik van het schooljaar uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die, wanneer ze voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel *16ter*, 1., geheel of gedeeltelijk het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie hebben gevolgd en die voldoen aan de voorwaarden van artikel 22, § 1, 4.”.

2. wordt het getuigschrift hoger secundair onderwijs waarvan sprake in artikel 25, § 2, 3. op eender welk ogenblik van het schooljaar uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die, wanneer ze voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel *16ter*, 4., geheel of gedeeltelijk het extra jaar van de derde graad van de kwalificatie hebben gevolgd en die voldoen aan de voorwaarden van artikel 22, § 1, 4.”.

Art. 29. In artikel 26 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2 wordt 4. opgeheven;

b) in paragraaf 2 wordt *4.bis* aangemaakt, dat luidt als volgt:

”*4.bis* In het kwalificerend onderwijstraject wordt het kwalificatiegetuigschrift van het zesde of zevende jaar waarvan sprake in 1., 2. of 3. op eender welk ogenblik van het schooljaar uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie hebben gevolgd en die met succes de proeven hebben afgelegd voor het verkrijgen van het kwalificatiegetuigschrift, die hierna de kwalificatieproeven worden genoemd.”;

c) in paragraaf 2 wordt 5. opgeheven;

d) in paragraaf 2 wordt *5.bis* aangemaakt, dat luidt als volgt:

”*5.bis* In het kwalificerend onderwijstraject kunnen de leerlingen meerdere kwalificatiegetuigschriften verkrijgen, als het kwalificatieprofiel waarnaar hun gegroepeerde basisoptie verwijst, is opgesteld door de leerresultateneenheden van meerdere opleidingsprofielen die opgesteld zijn door de SFMQ te groeperen en het oplegt overeenkomstig artikel *39bis*, § 1, 4., van het voormelde decreet van 24 juli 1997.”;

e) in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven;

f) in paragraaf 3 wordt als volgt een lid ingelast tussen het tweede en derde lid:

”In het kwalificerend onderwijstraject wordt voor de gegroepeerde basisopties van een kwalificatieprofiel het slagen van een leerresultaateenheid, als bedoeld in artikel 2, 6., gelijkgesteld met een kwalificatieproef.”.

Art. 30. Artikel *26bis* van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door wat volgt:

”Een tussentijds bekwaamheidsattest wordt uitgereikt aan elke leerling die, ten minste, een vierde jaar in het technisch of beroepsonderwijs heeft beëindigd, op het ogenblik dat hij de instelling verlaat.

Het tussentijds bekwaamheidsattest wordt opgesteld afhankelijk van de kwalificatieprofielen waarvan sprake in artikel 26, § 1, of, bij gebrek daaraan, afhankelijk van de opleidingsprofielen waarvan sprake in hetzelfde artikel, als deze zijn bepaald.”.

Art. 31. In artikel 51, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 3. worden de woorden “een kwalificatieproef” vervangen door de woorden “de kwalificatieproeven”;

b) in 4. worden de woorden “een kwalificatieproef” vervangen door de woorden “de kwalificatieproeven”;

c) in 5. worden de woorden “een kwalificatieproef” vervangen door de woorden “de kwalificatieproeven”.

Art. 32. In artikel 58 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 4 wordt opgeheven;

b) er wordt een paragraaf 4*bis* aangemaakt, die luidt als volgt:

“§ 4*bis*. In het kwalificerend onderwijstraject kan een regelmatige leerling die een vijfde jaar heeft gevolgd de toestemming krijgen om het vijfde jaar opnieuw te volgen in de gevallen en volgens de voorwaarden waarvan sprake in artikel 11, § 2, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).”;

c) paragraaf 5 wordt opgeheven;

d) er wordt een paragraaf 5*bis* aangemaakt, die luidt als volgt:

“§ 5*bis*. In het kwalificerend onderwijstraject kan de minister of zijn afgevaardigde voor de gegroepeerde basisopties met betrekking tot de opleidingsprofielen opgesteld door de Service francophone des Métiers et Qualifications (SFMQ) op vraag van de directeur, de houders van slaagattesten voor leerresultaateenheden van bepaalde lessen en activiteiten vrijstellen.

Art. 33. In artikel 61 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “en van het leerdossier” ingevoegd tussen de woorden “van dit besluit” en de woorden “met uitzondering van het KEL-vaardighedenverslag”.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs*

Art. 34. In artikel 2*bis* van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 1. Het alternerend secundair onderwijs omvat:

1. een onderwijs georganiseerd conform artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2. een onderwijs dat leidt tot het uitreiken van een kwalificatiegetuigschrift ter bekrachtiging van de studies waarvan het niveau bepaald is met verwijzing naar de kwalificatieprofielen waarvan sprake in artikel 1.4.3-2, § 4, 3., van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en dat zorgt voor een algemene en humanistische opleiding;

3. een onderwijs georganiseerd conform artikel 1.4.3-2, § 4, 4; van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en dat leidt tot het uitreiken van een kwalificatiegetuigschrift ter bekrachtiging van de studies waarvan het niveau bepaald is met verwijzing naar de kwalificatieprofielen waarvan sprake in artikel 1.4.3-2, § 4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en dat zorgt voor een algemene en humanistische opleiding.”;

b) paragraaf 1/1 wordt opgeheven;

c) er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 1/2. Conform artikel 12 van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT), bepaalt de regering de gegroepeerde basisopties en de opleidingen waarvan sprake in paragraaf 1 die kunnen worden georganiseerd in het kwalificerend onderwijstraject (KOT).

De regering bepaalt de specifieke modaliteiten van het kwalificerend onderwijstraject (KOT) voor de opleidingen waarvan sprake in paragraaf 1, 2. en 3.”;

d) in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “waarvan sprake in artikel 45 van hetzelfde decreet” vervangen door de woorden “waarvan sprake in artikel 1.4.3-2, § 4, 3., van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs”.

Art. 35. In artikel 9*bis*, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “waarvan sprake in artikel 45 van het voormelde decreet van 24 juli 1997” vervangen door de woorden “conform artikel 1.4.3-2, § 4, 3., van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs”.

Art. 36. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 2/1 wordt opgeheven;

b) er wordt een paragraaf 2/2 ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 2/2. Voor de berekening van de uren-leraar wordt met de leerlingen die het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie volgen waarvan sprake in artikel 11, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT), rekening gehouden ten belope van 1,25 lestijd per regelmatig ingeschreven op 1 oktober. Deze lestijden zijn inzetbaar vanaf 1 september en moeten worden gebruikt, met inachtneming van de toepasselijke statutaire bepalingen, voor de omkadering van lessen die voorzien zijn in het uurrooster van de leerlingen en van de remediëring met het oog op de uitreiking waarvan sprake in artikel 4, § 1, derde lid, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerende onderwijstraject (KOT).”.

Art. 37. In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de woorden “conform artikel 45 van het decreet van 24 juli 1997” vervangen door de woorden “conform artikel 1.4.3-2, § 4, 3., van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs”.

Art. 38. In hetzelfde decreet wordt een artikel 30/1 ingelast, dat luidt als volgt:

“Artikel 30/1. In de gegroepeerde basisopties waarvan sprake in artikel 51, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT), worden in het alternerend secundair onderwijs extra uren-leraar toegekend aan de scholen voor de leerlingen van elke gegroepeerde basisoptie die georganiseerd is vóór 29 augustus 2022 in het kader van het experimenteel onderwijs bedoeld in het artikel 1 van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs in de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs met wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximum aantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van pedagogische bevoegdheid, en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen.

Deze lestijden moeten worden gebruikt, met inachtneming van de toepasselijke statutaire bepalingen, om de activiteiten van remediëring teaching te organiseren ten behoeve van de leerlingen, evenals het extra stelsel voor het einde van het traject waarvan sprake in artikel 11, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).

De extra uren-leraar waarvan sprake in het vorige lid, worden als volgt berekend:

1. Voor het schooljaar 2022-2023: wordt 0,12 lestijd toegekend per leerling die regelmatig ingeschreven is in het vijfde jaar en 0,20 lestijd wordt toegekend per leerling die regelmatig ingeschreven is in het zesde en zevende jaar op basis van het aantal leerlingen in het vijfde, zesde en zevende jaar op 15 januari 2022;

2. voor het schooljaar 2023-2024: wordt 0,20 lestijd toegekend per leerling die regelmatig ingeschreven is in het zesde jaar op basis van het aantal leerlingen in het zesde jaar op 15 januari 2023.”.

HOOFDSTUK 3. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 39. Artikel 15/1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt opgeheven.

Art. 40. In hetzelfde decreet wordt een artikel 15/2 ingelast, dat luidt als volgt:

”Artikel 15/2. Voor de berekening van de uren-leraar wordt met de leerlingen die het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie volgen waarvan sprake in artikel 11, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT), rekening gehouden ten belope van 1,25 lestijd per regelmatig ingeschreven leerling op 1 oktober. Deze lestijden zijn inzetbaar vanaf 1 september en moeten worden gebruikt, met inachtneming van de toepasselijke statutaire bepalingen, voor de omkadering van lessen die voorzien zijn in het uurrooster van de leerlingen en van de remediëring met het oog op de uitreiking van een van de getuigschriften waarvan sprake in artikel 4, § 1, derde lid, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).”.

Art. 41. In artikel 15/1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het derde lid worden de woorden “schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 en 2020-2021” vervangen door de woorden “schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023”;

2. in het derde lid, 2., worden de woorden “voor het schooljaar 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 of 2020-2021, maar dat niet kon doorgaan respectievelijk in 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 of 2020-2021” vervangen door de woorden “voor het schooljaar 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 of 2019-2020, maar dat niet kon doorgaan respectievelijk in 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 of 2021-2022”.

Art. 42. In hetzelfde decreet wordt een artikel 26/1 ingelast, dat luidt als volgt:

”Artikel 26/1. In de gegroepeerde basisopties waarvan sprake in artikel 51, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT) met volledig leerplan, worden extra uren-leraar toegekend aan de scholen voor de leerlingen van elke gegroepeerde basisoptie die georganiseerd is vóór 29 augustus 2022 in het kader van het experimenteel onderwijs bedoeld in artikel 1 van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs in de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs met wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximum aantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van pedagogische bevoegdheid, en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen

Deze lestijden moeten worden gebruikt, met inachtneming van de toepasselijke statutaire bepalingen, om de activiteiten van remediëring te organiseren ten behoeve van de leerlingen, evenals het extra jaar waarvan sprake in artikel 11, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).

De extra uren-leraar waarvan sprake in het vorige lid, worden als volgt berekend:

1. Voor het schooljaar 2022-2023: wordt 0,12 lestijd toegekend per leerling die regelmatig ingeschreven is in het vijfde jaar en 0,20 lestijd wordt toegekend per leerling die regelmatig ingeschreven is in het zesde en zevende jaar op basis van het aantal leerlingen in het vijfde, zesde en zevende jaar op 15 januari 2022;

2. voor het schooljaar 2023-2024: wordt 0,20 lestijd wordt toegekend per leerling die regelmatig ingeschreven is in het zesde jaar op basis van het aantal leerlingen in het zesde jaar op 15 januari 2023.”.

HOOFDSTUK 4. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 43. In artikel 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “7. “Opleidingsprofiel”” worden vervangen door de woorden “7. “SFMQ-opleidingsprofiel””;

b) er wordt een 7.bis aangemaakt, die luidt als volgt:

”7.bis “CCBK-opleidingsprofiel”: bepaald in artikel 2, 9. van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).”;

c) 14. wordt vervangen door wat volgt:

”14. “Kwalificatieprofiel” bepaald in artikel 2, 6. van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).”;

d) 33. wordt opgeheven;

e) er wordt een 33.bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

”33.bis “KOT-decreet”: het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT).”.

Art. 44. In artikel 34 van hetzelfde decreet wordt lid 3 vervangen door wat volgt:

“De kwalificerende opleiding beoogt de beheersing van de leerresultateneenheden voor de gegroepede basisopties met betrekking tot de opleidingsprofielen die door de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) zijn opgesteld en waarvoor een kwalificatieprofiel is opgesteld en goedgekeurd door de regering, en de beheersing van de gehele van competenties van het afnemingschema, bepaald door de inrichtende macht, voor de gegroepede basisopties met betrekking tot een opleidingsprofiel dat eerder is bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties waarvoor nog geen kwalificatieprofiel is bepaald.”.

Art. 45. In artikel 96 van hetzelfde decreet wordt het achtste lid aangevuld door een vierde streepje, dat luidt als volgt:

“- binnen de 5 dagen na de deliberatie van de kwalificatie-examencommissies en voor de klassenraad van het stelsel voor het einde van het traject die een aanvulling is op de derde kwalificatiegraad.”.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 46. In artikel 4, § 3, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 11. wordt vervangen door wat volgt:

“11. “Kwalificatieprofiel” bepaald in artikel 2, 6. van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT);”;

b) 15. wordt opgeheven;

c) er wordt een 15.bis ingevoegd, luidend als volgt :

“15.bis “Kwalificerend onderwijstraject” (afgekort: KOT): bepaald in artikel 2, 5., van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT)”.

Art. 47. In artikel 55 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 2 wordt opgeheven;

b) er wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 2.bis De regering bepaalt de modaliteiten van het kwalificerend onderwijstraject voor de beroepsopleidingen van de derde fase, waarvan ze bepaald heeft dat ze in dit stelsel worden georganiseerd conform artikel 12 van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT)”.

Art. 48. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het vierde lid wordt opgeheven;

b) tussen het vierde en vijfde lid wordt een lid ingevoegd dat luidt als volgt:

“Voor de gegroepede basisopties met betrekking tot de opleidingsprofielen die door de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) zijn opgesteld en waarvoor een kwalificatieprofiel is opgesteld en goedgekeurd door de regering, is de kwalificatie-examencommissie ook belast met het goedkeuren van de leerresultateneenheden.”;

c) tussen het negende lid dat het tiende lid is geworden, en het tiende lid dat het elfde lid is geworden, wordt een lid ingevoegd dat luidt als volgt:

“In het kwalificerend onderwijstraject (KOT) kan de kwalificatie-examencommissie de goedkeuring van de kwalificatie-eenheden delegeren aan het onderwyzend personeel dat specifiek de leerprocessen heeft verzekerd en, wanneer dat mogelijk is, aan een of meer leden van buiten de instelling. Het uitreiken van het kwalificatiegetuigschrift is evenwel de bevoegdheid van de kwalificatie-examencommissie.”;

d) het tiende lid dat het elfde lid is geworden, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen*

Art. 49. In artikel 5, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, wordt het eerste lid aangevuld door wat volgt:

“Als afwijking wordt het herverdelingsplan voor de schooljaren 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023 verlengd voor het schooljaar 2023-2024.”.

Art. 50. In artikel 6, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden “van het vierde toepasselijke schooljaar” vervangen door de woorden “van het laatste toepasselijke schooljaar”.

HOOFDSTUK 7. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie*

Art. 51. In artikel 4, § 1, zesde lid, van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie, wordt d) opgeheven.

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Art. 52. In artikel 1.3.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) artikel 1.3.1-1, 9. wordt opgeheven;

b) er wordt een 44./1 ingevoegd, luidend als volgt:

“44./1 Kwalificerend onderwijstraject (KOT): het stelsel waarvan sprake in artikel 4 van het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT);”;

c) 48. wordt aangevuld met de volgende zin:

“Voor de gegroepeerde basisopties waarvoor nog geen kwalificatieprofiel is bepaald, stemt het opleidingsprofiel overeen met het referentiedocument dat opgesteld is door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties (CCBK).”.

Art. 53. In artikel 1.5.2-2, vierde lid, van hetzelfde wetboek wordt 2. opgeheven.

Art. 54. In artikel 1.5.2-2, § 2, derde lid, van hetzelfde wetboek wordt 2. opgeheven.

Art. 55. In hetzelfde wetboek wordt *b)* in artikel 6.1.5-5, tweede lid, 3., vervangen door wat volgt:

“*b)* de scholen onderworpen aan het decreet van 20 juli 2022 met betrekking tot het kwalificerend onderwijstraject (KOT) in het kwalificerend secundair onderwijs;”.

TITEL IV. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 56. § 1. Het kwalificerend onderwijstraject wordt georganiseerd vanaf de volgende schooljaren voor de gegroepeerde basisopties die verwijzen naar een kwalificatieprofiel dat vóór 29 augustus 2022 goedgekeurd is door de regering:

1. in 2022-2023: voor het vierde en zevende jaar van het kwalificerend, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend;

2. in 2023-2024: voor het vijfde jaar van het kwalificerend, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend;

3. in 2024-2025: voor het zesde jaar van het kwalificerend, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend.

De leerlingen waarop lid 1 betrekking heeft, kunnen, onder meer, volgen:

1. het extra jaar waarvan sprake in artikel 11, § 1, vanaf het schooljaar 2023-2024;

2. het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie waarvan sprake in artikel 11, § 3, vanaf het schooljaar 2025-2026 voor de leerlingen die hun zesde jaar beëindigen;

3. het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie waarvan sprake in artikel 11, § 3, vanaf het schooljaar 2023-2024 voor de leerlingen die hun zevende jaar beëindigen.

De leerling die ingeschreven is in een gegroepeerde basisoptie waarvan sprake in het eerste lid en waarvoor de klassenraad een C-attest uitreikt, of die niet een of meerdere attesten heeft verkregen waarvan sprake in artikel 11, § 3, tweede lid, op het einde van het schooljaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van het onderwijstraject waarvan sprake in deze paragraaf, moet zittenblijven in het overeenstemmende jaar dat georganiseerd wordt in het kwalificerend onderwijstraject.

De gegroepeerde basisopties die specifiek georganiseerd zijn in het alternerend onderwijs waarvan sprake in artikel 2*bis*, § 1, 2. van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en waarvoor een kwalificatieprofiel is bepaald, gaan over naar het nieuwe kwalificerend onderwijstraject (KOT) in 2022-2023.

§ 2. Het kwalificerend onderwijstraject wordt georganiseerd vanaf de volgende schooljaren voor de gegroepeerde basisopties waarvoor geen kwalificatieprofiel is bepaald en die verwijzen naar een opleidingsprofiel dat eerder is bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties (CCBK), voor de gegroepeerde basisopties die verwijzen naar een kwalificatieprofiel dat is goedgekeurd door de regering vanaf 29 augustus 2022 en voor de gegroepeerde basisopties waarvoor na de beëindiging ervan geen enkel kwalificatietuigschrift wordt uitgereikt:

1. in 2023-2024: voor het vierde en zevende jaar van het kwalificerend, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend;

2. in 2024-2025: voor het vijfde jaar van het kwalificerend, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend;

3. in 2025-2026: voor het zesde jaar van het kwalificerend, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend.

De leerlingen waarop lid 1 betrekking heeft, kunnen, onder meer, volgen:

1. het extra jaar waarvan sprake in artikel 11, § 1, vanaf het schooljaar 2024-2025;

2. het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie waarvan sprake in artikel 11, § 3, vanaf het schooljaar 2026-2027 voor de leerlingen die hun zesde jaar beëindigen;

3. het extra stelsel voor het einde van het traject in de derde graad van de kwalificatie waarvan sprake in artikel 11, § 3, vanaf het schooljaar 2024-2025 voor de leerlingen die hun zevende jaar beëindigen.

De leerling die ingeschreven is in een gegroepeerde basisoptie waarvan sprake in het eerste lid en waarvoor de klassenraad een C-attest uitreikt, of die niet een of meerdere attesten heeft verkregen waarvan sprake in artikel 11, § 3, tweede lid, moet zittenblijven behouden in het overeenstemmende jaar dat georganiseerd wordt in het kwalificerend onderwijstraject.

De gegroepeerde basisopties die specifiek georganiseerd zijn in het alternerend onderwijs waarvan sprake in artikel 2*bis*, § 1, 2. van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en die afhangen van een oud CCBK-opleidingsprofiel, gaan naar het nieuwe onderwijstraject (KOT) in 2023-2024.

§ 3. Het kwalificerend onderwijstraject wordt georganiseerd vanaf het schooljaar 2023-2024 in het gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 3 voor de gegroepeerde basisopties die verwijzen naar een kwalificatieprofiel en voor de gegroepeerde basisopties waarvoor geen kwalificatieprofiel is bepaald en die verwijzen naar een opleidingsprofiel dat eerder bepaald is door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties (CCBK).

Art. 57. Tijdens het schooljaar 2022-2023 wordt het KEL-leerdossier waarvan sprake in artikel 3 van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, gebruikt voor de leerlingen waarvan sprake in artikel 51, § 1, eerste lid, 1. Vanaf het schooljaar 2023-2024 wordt het leerdossier van de leerling waarvan sprake in artikel 8 gebruikt voor die leerlingen.

TITEL V. — SLOTBEPALINGEN

Art. 58. Om de vier jaar evalueert de regering de uitvoering van de bepalingen van dit decreet en brengt verslag ervan uit aan het parlement. In voorkomend geval, gaat het gepaard met de nodige aanpassingsvoorstellen.

De evaluatie waarvan sprake in het eerste lid gebeurt voor het eerst in de loop van het schooljaar 2024-2025.

Art. 59. Het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, wordt opgeheven op 25 augustus 2025.

Art. 60. Titel 1 van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs in de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs met wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximum aantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van pedagogische bevoegdheid, en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen, wordt opgeheven op 25 augustus 2025.

Art. 61. Artikelen 8, 15 en 16 treden in werking op 28 augustus 2023.

Art. 62. Artikel 17, *b), c) en d)*, treedt in werking op 26 augustus 2024.

Art. 63. De volgende artikelen treden in werking op 25 augustus 2025:

1. artikel 13, *b), e), h), j) en l)*;
2. artikel 14, *c)*;
3. artikel 17, *a)*;
4. artikel 18;
5. artikel 20, *a) en c)*;
6. artikel 23, *a)*;
7. artikel 24, *b), c) en e)*;
8. artikel 25, *b)*;
9. artikel 26, *b)*;
10. artikel 27, *a) en c)*;
11. artikel 28, *a) en c)*;
12. artikel 29, *a), c) en e)*;
13. artikel 32, *a) en c)*;
14. artikel 34, *b)*;
15. artikel 43, *d)*;
16. artikel 46, *b)*;
17. artikel 47, *a)*;
18. artikel 48, *a) en d)*;
19. artikel 52, *a)*;
20. artikel 59;
21. artikel 60.

Art. 64. Met uitzondering van de datum van inwerkingtreding bepaald in artikelen 61 tot 63, treedt dit decreet in werking op 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het parlement. Ontwerpdecreet, nr. 422-1. - Commissieverslag, nr. 422-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 422-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022.